SOS homophobie Rapport d'Activité 2012

COMMISSIONS ET GROUPES DE TRAVAIL

Commission Adolescence et homophobie

En 2012, la commission « adolescence et homophobie » a poursuivi ses deux activités principales : le renouvellement du site C'est comme ça et l'accompagnement d'adolescent-es ayant déposé un témoignage via celui-ci.

L'activité de soutien à des adolescent-e-s LGBT écrivant au site

En 2012, les répondants de *C'est comme ça* ont reçu des messages de 24 garçons, 15 filles et un trans FtM. La quasi totalité a développé des échanges avec nous, dont un quart de longue haleine. Par contraste, quelques jeunes s'expriment en messages très courts et sibyllins, mode de communication pour lequel la correspondance par mails n'est pas idéale. On constate néanmoins que la très grande majorité de nos interlocuteurs-trices est attachée au caractère écrit de l'échange. L'homophobie vécue et exprimée est devenue le thème majeur dans les situations qui nous sont exposées, avec des thématiques incontournables, en particulier les problèmes amoureux, scolaires et familiaux.

Nous n'avons pas été confrontés à des situations d'urgence comparables à celles rencontrées l'année précédente. Nombre de jeunes développent des capacités de résilience étonnantes et nous écrivent alors qu'ils ont déjà surmonté des difficultés importantes. Nous avons été sollicités pour accompagner plusieurs coming out familiaux, qui se sont passés sans drame. Néanmoins, la situation est très inégale : les très jeunes (12-14 ans) vivent souvent des rejets violents à caractère punitif et certains milieux marqués par des idéologies socialement conservatrices créent un climat de refoulement et de haine de soi inquiétants. Cela concorde souvent avec des jeunes qui ont des troubles psychiques manifestes, sans qu'il nous soit possible d'établir un lien de causalité depuis notre observatoire exigu. L'école semble moins durablement pathogène que la famille, la configuration la plus critique apparaissant quand le jeune navigue entre deux mondes uniment hostiles. Le collège demeure un lieu difficile, ainsi que les établissements techniques, religieux et militaires.

Les débats sur le mariage ont amené vers nous des parents (fait nouveau) et des jeunes en prise à ce qui semble être une flambée d'intolérance dans certains établissements privés. Un travail de concert avec le chargé de mission pour la lutte contre les discriminations liées à l'orientation sexuelle au ministère de l'Education nationale nous a permis d'apporter des réponses ciblées à ces situations, même si l'issue des conflits demeurait incertaine.

Dans un contexte de croissance de 20 % des témoignages, l'équipe des répondant-e-s s'est rétractée au cours de l'année, revenant à trois personnes, malgré nos efforts pour mobiliser de nouveaux-elles répondant-e-s.

La charte encadrant notre activité est en cours de réécriture, le parcours de formation s'est affiné, suite à des échanges avec le CA. L'activité a été rapatriée grâce à Laurent O. sur une plate-forme qui « sécurise » et rend visible les échanges. La faiblesse numérique de notre équipe demeure un facteur limitant dans nos activités annexes.

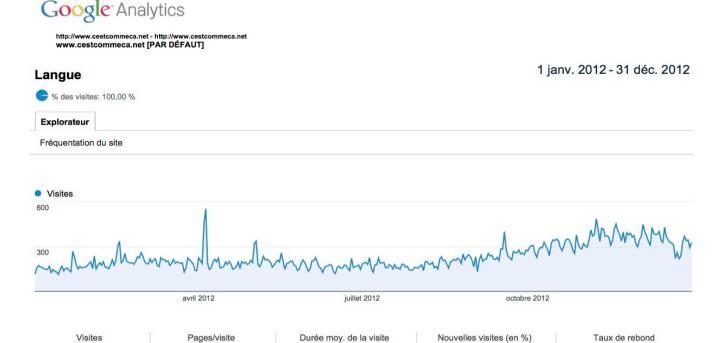
Même si les effectifs de jeunes concernés ne paraissent pas importants, l'activité de réponse est très prenante, en temps et émotionnellement. Elle a des aspects frustrants (un public parfois volatil) mais par-dessus tout c'est une expérience intense, avec des retours très émouvants de celles et ceux que nous réussissons à épauler. L'un de nos jeunes est en échange avec nous depuis deux ans et demi, et nous l'aurons accompagné durant la quasitotalité de ses années de lycée et à travers toutes les étapes d'une affirmation progressive (il est désormais rédacteur sur des sites journalistiques de réputation nationale où il a défendu le mariage pour tous).

Le site et la commission

La fréquentation du site a connu un trend de croissance tout à fait remarquable durant l'année 2012, en particulier depuis septembre. On est ainsi passé d'environ 150 visites quotidiennes en janvier à environ 350-400 par jour en décembre, pour un total qui demeure modeste dans l'absolu (un peu plus de 84 000 visites sur l'année) mais encourageant quand on sait l'absence de communication spécifique. En revanche, nos articles stratégiques sont de mieux en mieux référencés sur google, signe que les pages « ciblées » sont pas mal visitées. La question de la communication à propos du site (vers les médias et les responsables scolaires en particulier) est de celles que l'équipe n'a pas les moyens (humains, mais pas seulement) d'assumer pour le moment.

Les effectifs sont stables, la commission demeurant une activité de seconde ou troisième ligne pour nombre de personnes qui y participent. Une fois l'enthousiasme des réunions de recrutement passé, quand un choix semble s'imposer devant le rythme et les exigences d'investissement des « grosses » commissions, ce sont les petites équipes comme la nôtre qui pâtissent du recentrage de nombreux néo-militants. L'activité rédactionnelle, avec ses spécificités, a trouvé quelques personnes motivées et prêtes à lui consacrer un effort constant, mais en nombre insuffisant. Il est vrai que l'activité de chronique culturelle qui est la nôtre correspond assez peu aux « fondamentaux » de l'association. Elle est pourtant très abordable et donne l'occasion de moments de convivialité. Pour les répondant-e-s, et en particulier les deux co-référent-e-s, il est par moments difficile de faire tout à la fois. Comme l'an passé, faute d'un nombre suffisant de rédacteurs-trices et de relais actifs auprès des référents, le site a assez peu développé ses contenus et a rarement modifié sa « une » durant l'année. C'est pourtant un aspect stratégique : c'est après chaque renouvellement que la plupart des témoignages arrivent. Les référents vont organiser des réunions de travail spécialement destinées à faire avancer collectivement la mise en forme des nouveaux contenus, afin d'améliorer la fréquence des changements de « une ». Un sondage réalisé auprès de nos visiteurs, très positif dans ses résultats, a montré que c'était là leur seule doléance à l'égard de C'est comme ça : renouveler plus souvent les contenus.

La commission « adolescence et homophobie » a sa place et sa légitimité au sein de SOS homophobie, mais demeure un « petit poucet » en son sein. Une prise de conscience de son travail et une mobilisation dans toute l'association lui permettraient de grandir et de sortir de sa confidentialité.



Biches du net

Chiffres clés

84 103

% du total: 100,00 % (84 103)

Nombre de membres : 15 selon l'extranet mais nous avons oscillé entre 5 et 2 personnes actives. (Seuls Etienne et Jérémy étions présents lors de la dernière réunion)

00:01:59

Moyenne du site: 00:01:59 (0,00 %)

70.60 %

Moyenne du site: 70,60 % (0,00 %)

88.67 %

Moyenne du site: 88,67 % (0,00 %)

Temps moyen passé sur le traitement d'un C6 : 20 à 30 minutes.

2.52

lovenne du site: 2,52 (0,00 %)

Nombre de témoignages : 573 (350 uniquement sur le dernier trimestre 2012)

Nombre de témoignages concernant les réseaux sociaux : environ 200

• Twitter: 75 (dont 70% reçus durant le dernier trimestre)

Facebook: 132

(Twitter = 75; Facebook = 132)

Nombre de témoignages traités : 150

- Parmi les témoignages traités, seuls 10% ont été modéré suite à un signalement fait par les Biches.
- Parmi les témoignages traités 40% ont été modéré depuis le dépôt du témoignage
- Parmi les témoignages traités 30% ne relèvent pas d'une homophobie flagrante.
- Parmi les témoignages traités 20% ont été traité par les Biches mais sans que les propos soient retirés.

Bilan de l'année écoulée

L'année 2012 a été assez difficile pour les Biches du net notamment suite au départ de Kévin et Félix de la coréférence. Jérémy s'est retrouvé seul et la gestion n'a pas été simple. Le recrutement de nouveaux membres prend un certain temps de formation et il est difficile de motiver les nouvelles recrues sur le long terme. Jérémy lui même a connu des périodes de démotivation.

Une trop grande part des témoignages n'a pas été étudié par faute de temps mais également par manque de moyens.

L'arrivée d'Etienne à la coréférence des Biches est une bonne nouvelle. En effet, de part son activité d'avocat spécialiste du Droit sur Internet, la commission s'est trouvée une certaine légitimité et le flou juridique dans lequel nous évoluions jusqu'à présent se dissipe peu à peu.

Problèmes identifiés

- Pouvoir rendre la commission "pérenne"; former des membres et leur donner envie de rester.
- L'Extranet n'est pas adapté à notre travail. Nous perdons un temps considérable à simplement reporter les témoignages de l'extranet vers un Google Docs dans lequel nous pouvons suivre l'évolution du travail fait sur un témoignage.
- Des périodes d'activités intenses (débat sur l'ouverture du mariage pour tous) où le flot de témoignage est ingérable en l'état actuel des choses

Solutions proposées

- Mise en place d'une réponse graduée suivant la gravité des propos tenus
- Apporter un outil spécifique dans l'extranet permettant de gérer efficacement les témoignages. Les spécifications sur cette nouvelle partie dans l'extranet de SOSh seront prochainement discutées en réunion. Cet outil pourra être développé par Jérémy.
- Mettre en place des modèles de mail types à envoyer aux éditeurs / hébergeurs
- Rencontre avec Twitter et Najat Vallaud-Belkacem afin de définir comment réagir face aux hashtag haineux (#SiMonFilsEstGay et #UnGayMort) qui ont fleuri récemment sur Twitter
- Rencontre avec les responsables de Internet-Signalement.gouv.fr afin de voir si une collaboration peut être envisagée
- Rencontre avec le Bureau / CA pour exposer nos doléances.

Conclusion

Face à l'émergence des réseaux sociaux où le sentiment l'impunité est de mise et où de trop nombreux individus se sentent libres de provoquer, rabaisser et insulter des individus en fonction de leur orientation sexuelles, SOS et les Biches se doivent de réagir afin d'apporter une réponse adaptée.

Nous devons impérativement rendre la commission plus attractive. Cela passe nécessairement par la simplification du traitement des témoignages qui est aujourd'hui encore trop rebutant. Le développement d'un extranet dédié est, selon nous, une première étape.

Commission Communication

La Commission Communication a pour missions de produire des documents et des outils de communication externes afin de sensibiliser le grand public à la lutte contre l'homophobie, favoriser le témoignage des victimes d'actes homophobes, faire connaître l'association et augmenter le recrutement de nouveaux membres, ainsi que les dons et les adhésions; coordonner la communication interne de l'association et veiller à la cohérence visuelle et communication éditoriale des supports de produits par l'ensemble commissions/groupes de travail et délégations; aider les délégations, commissions et groupes de travail à réaliser leurs propres supports de communication; éditer la Lettre trimestrielle SOS homophobie, outil essentiel pour faire connaître et promouvoir l'actualité de l'association et ses activités à celles et ceux qui y militent et la soutiennent ; coordonner les actions de communication avec le groupe Internet sur le site de l'association comme sur les réseaux sociaux ; rédiger et alimenter les pages et les présentations de l'association sur les sites Internet partenaires ; relayer l'information par le biais de partenariats et développer des projets avec des partenaires externes à l'association; créer des campagnes vidéo et photo participatives dans toute la France.

L'année 2012 s'est montrée très riche et les projets de la commission communication ont été foisonnants. Au cours de l'année, les projets réalisés par la commission communication, souvent avec le concours du groupe Internet et réseaux sociaux, sont nombreux et diversifiés. Responsable de la création et de l'édition de la Lettre trimestrielle de SOS homophobie, la commission a édité 3 numéros (dont deux numéros fusionnés). En partenariat avec la Bédéiste et militante La P'tite Blan, la commission a réalisé des t-shirts humoristiques sur les thèmes du mariage entre personnes de même sexe et l'homoparentalité qui sont mis en vente lors d'événements ainsi que sur le site Internet de SOS homophobie. Elle a continué à développer divers partenariats avec différents médias tel que le site Doctissimo.fr afin de relayer l'information relative à la lutte contre les discriminations envers les lesbiennes, gais bi-e-s et trans (LGBT) comme avec Têtu, Yagg, Le Petit Futé... mais également avec LeMonde.fr, site pour lequel une campagne de communication (bannières et pavés avec un lien renvoyant vers le site de SOS homophobie) a été créée sur le thème de la Journée internationale de la lutte contre l'homophobie et la transphobie (17 mai). Cette campagne a profité de 50 000 diffusions Web gracieuses sur le site partenaire.

Une diffusion aussi importante permet non seulement de faire connaître l'association mais surtout facilite la sensibilisation du lectorat grand public aux problématiques autour de la lesbophobie, de la gayphopie, de la biphobie et de la transphobie. Ce public est d'autant plus difficile à atteindre pour l'association puisque la commission a constaté qu'en dehors de la période centrée sur le projet de loi Mariage et adoption, les médias généralistes sont peu enclins à relayer les communiqués de presse de l'association ou de développer des partenariats publicitaires, à titre d'exemples. C'est justement dans le cadre du vaste bruit médiatique autour du projet de loi que la commission communication a saisi l'occasion pour accroitre la visibilité de SOS homophobie et de faire connaître ses revendications, sa ligne d'écoute et ses principales activités de lutte contre les discriminations envers les personnes LGBT.

C'est également grâce à la renommée grandissante de l'association en 2012 que celle-ci est de plus en plus présente dans les médias mais également sur les réseaux sociaux avec le concours de la commission communication. Ainsi, à titre d'exemples, les communications sur ces réseaux et sur le site Internet de SOS homophobie sont constantes et très réactives. La commission a appuyé le groupe Internet et réseaux sociaux dans la création de la page SOS homophobie (nationale) et des pages SOS homophobie des délégations régionales sur les réseaux sociaux les plus fréquentés.

Par ailleurs, la commission a participé à une campagne photo participative en partenariat avec avec Yagg intitulée « Oui à l'égalité », campagne soutenue également par des personnalités, puis appuyé la création et l'alimentation de contenus sur la nouvelle page ouiaumariagepourtous.org de SOS homophobie, une initiative du groupe Internet et réseaux sociaux. De plus, elle a assuré la réalisation de nombreux dessins humoristiques sous formes de planches ou de bulles de bandes dessinées pour répondre à l'actualité autour du projet de loi Mariage pour tous et adoption qui continuent de connaître une popularité grandissante avec un partage ininterrompu. En effet, l'humour est un des meilleurs vecteurs. D'autre part, afin d'assurer le rayonnement des positions de l'association en faveur du Mariage et de l'adoption pour tous, elle a créé un groupe inter-commissions pour la rédaction de tribunes en réaction à des sujets d'actualité (diffusion sur Huffington Post, L'Humanité...).

La vidéo étant un moyen de communication dynamique et divertissant au potentiel viral, La commission communication a développé plusieurs projets vidéos en collaboration avec différent-e-s réalisateur-trice-s dont « Les Petits papiers » et « Les Mots pour le dire » qui ont trouvé une belle une diffusion sur Youtube, sur les réseaux sociaux et sur des sites partenaires tel que celui du Ministère des Droits des femmes (prochainement intégrés en 2013 à de courts films sur Doctissimo.fr autour de l'homophobie et de l'adolescence produits par la société 909 Productions). Elle a également collaboré à un film étudiant de qualité. En effet, la commission a participé à la définition du contenu du film et coordonné la présence d'une équipe de tournage pour la réalisation d'un court métrage audiovisuel sur SOS homophobie.

Les médias papier restent un excellent moyen pour rejoindre différents publics. La commission a conçu une publicité pour faire connaître SOS homophobie, sa ligne d'écoute anonyme pour les victimes d'homophobie, de biphobie et de transphobie, et transmettre les vœux de l'association aux personnes LGBT et leurs ami-e-s pour la nouvelle année 2012 en 4^e de couverture du 4e numéro du Flyer Gay Magazine (distribué dans le réseau des établissements LGBT en début d'année 2012). La ligne d'écoute étant le cœur de de l'association SOS homophobie, la commission communication a secondé la commission écoute dans la réalisation d'une publicité d'un quart de page dans Le Parisien pour faire connaître la ligne d'écoute (diffusée le 17 décembre 2012). Il est utile de rappeler que l'association a vu le nombre d'appels et de signalement tripler au cours de cette période.

Parce que l'homophobie est très présente dans le sport, la commission a conçu et réalisé deux affiches (une féminine, une masculine) sur le thème « homophobie et sport » dont le slogan est « C'est la couleur de nos maillots qui vous gêne ? » afin d'interpeller et de sensibiliser tous les professionnels du sport dont les entraîneur-e-s, gérant-e-s, professeur-e-s, les sportif-ive-s et les supporteur-trice-s à l'homophobie très répandue dans le milieu

sportif. Elles seront distribuées début 2013 sur l'ensemble de la France à travers l'ensemble des établissements proposant les sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) grâce à une entente avec le syndicat national de l'éducation physique (SNEP) et en appui aux activités nationales de l'association dans le cadre d'événements sportifs ou reliés au monde du sport. Ces affiches ont été réalisées avec le concours de la Fédération sportive gay et lesbienne (FSGL) ainsi qu'avec deux associations sportives LGBT et leurs ami-e-s: Le Cercle du Marais et Paris foot arc-en-ciel. Grâce aux échanges avec différents acteurs de la lutte contre les discriminations dans le monde sportif, la commission communication a été invitée à participer activement dans la réalisation d'une brochure de sensibilisation et d'information sur l'homophobie dans le sport. Ainsi, elle a réalisé des visuels et a contribué à la rédaction et à la correction des textes de cette brochure partenaire qui a été éditée à plusieurs milliers d'exemplaires et remise notamment aux fédérations et associations sportives en France.

La lutte contre les discriminations à caractère homophobe étant constante, la commission communication a produit un visuel représentant la vaste toile de l'homophobie (diffusion Web – réseaux sociaux) afin de rappeler que les expressions et manifestations homophobes se tissent dans toutes les sphères de la vie d'une personne, que ce soit dans la famille, sur Internet, à l'école, dans le milieu professionnel, dans les commerces de proximité ou dans son voisinage, comme ailleurs, et peut prendre plusieurs formes : insultes, agressions, diffamations, menaces, dégradations de biens, rejets, intimidations... et peut mener une victime au mal-être, à la honte comme à la haine de soi, au suicide, à la dépression, au repli, etc. Cette toile est un excellent outil pour aider à comprendre que l'homophobie ne se manifeste pas que dans les formes les plus graves (viols, tabassages) mais peut prendre une forme malheureusement devenue ordinaire et insidieuse en se glissant dans des propos entendus au quotidien (il tape le ballon comme un PD) et prendre la forme de gestes qui paraissent anodins mais qui accumulés ne passent pas inaperçus et affectent une personne (les invitations à déjeuner entre collègues s'arrêtent brutalement à l'annonce de l'homosexualité de la personne, sa compagne n'est jamais invitée aux repas de famille...).

Par ailleurs, parce que les actions de SOS homophobie se développent et sont toujours aussi importantes dans la lutte contre les discriminations et pour l'égalité des droits entre personnes de même sexe, la commission communication a réfléchi et défini de nouvelles formes de communication pour favoriser le recrutement de nouveaux et de nouvelles membres sur l'ensemble du territoire français. Elle a ainsi pensé et harmonisé des outils de communication adaptés pour le recrutement afin de répondre aux besoins sur le plan local, régional et national. Elle a revu et proposé des moyens de communication pour atteindre les personnes ciblées afin de répondre à des besoins particuliers en terme de recrutement en lien avec le développement de champs d'action de l'association (professeur-e-s à la retraite, personnes trans...). Elle a également accru ses efforts de communication auprès des femmes pour favoriser la parité entre les membres au sein de l'association, alimenté le fichier de presse et diversifié les médias relais : panneaux d'affichages gratuits dans les villes, communiqués de presse accompagnés de vidéos spécifiques sur des sites ciblés dont le site du Ministère des Droits des femmes, sur les sites de convivialité nationaux à très haute fréquentation, etc.

Au cours de l'année 2012, la commission communication s'est également développée en doublant de taille, passant d'une dizaine à une vingtaine de membres, incluant des membres en région. Bonifiée avec de nouveaux talents et l'apport de membres en région expert-e-s des spécificités locales comme par l'arrivée de membres dont les activités professionnelles s'apparentent au monde de la communication et des relations de presse, ce fût l'occasion pour tou-te-s les membres de la commission communication d'apprendre et de développer leurs connaissances, notamment au regards des différentes techniques de Storytelling, se professionnalisant par la même occasion. A ce titre, la commission communication est aujourd'hui mieux outillée pour conseiller l'ensemble de l'association et le Bureau en premier lieu puisqu'il appui la Présidence chargée des communiqués officiels avec les membres de la presse.

Un bilan très positif pour la commission communication qui a vu l'année 2012 marquée par l'essor de nouveaux champs d'actions. Pour la commission communication, à laquelle s'est activement associé le groupe Internet et réseaux sociaux, l'année aura été riche en réflexion, en exploration de nouveaux moyens et outils, riche en création avec de nouveaux modes de diffusion, riche en partenariats et en activités qui ont été profitables à toute l'association. Ses acquis se sont renforcés et ses nouvelles expertises serviront d'excellentes bases pour l'année 2013.

Commission Écoute (ligne d'écoute, courriel et tchat)

Le bilan de la commission Ecoute en 2012, composée de la ligne d'écoute, du groupe courriel et du groupe tchat, c'est **2 212 témoignages** dont :

- 1 489 témoignages par courriels
- 723 appels téléphoniques et tchats
- 24 heures d'écoute par semaine (1 344 heures d'écoutes sur un an) assurées grâce à l'engagement constant d'une trentaine d'écoutantes/écoutants validé-e-s et d'une moyenne d'une vingtaine d'écoutantes/écoutants en formation tout au long de l'année.
- 2 coréférents pour la commission, un référent pour le groupe courriel et 2 coréférent-e-s pour le groupe tchat.
- **24** heures d'écoute de nuit sur une année chaque premier lundi du mois (de 22h à minuit)
- 2 heures de tchat par semaine chaque jeudi

Ce bilan 2012 correspond à:

- Un peu plus de 6 témoignages par jour, dont 4 par courriel et 2 par téléphone ou tchat
- 33% d'augmentation des témoignages (2 212 témoignages en 2012 pour 1 659 en 2011)

Tous ces témoignages vont alimenter le Rapport annuel sur l'homophobie de l'association.

Ils sont notamment le reflet de la violence des débats qui ont entouré le mariage pour toute-s en fin d'année et ils démontrent l'implication des victimes et des témoins qui ont sur contribuer à l'observatoire des LGBT-phobies en témoignant. C'est ainsi l'occasion de redire combien il est essentiel que chacune/chacun d'entre nous prenions soin de toujours réorienter les victimes/témoins vers la ligne d'Ecoute, le tchat et courriel.

C'est l'importance quantitative des témoignages recueillis par la commission Ecoute et ses trois services (ligne, courriel et tchat) qui fait la force de l'association. Plus le rapport annuel s'appuie sur un nombre de témoignages élevés plus sa crédibilité est renforcée.

Pour la typologie des témoignages, on vous encourage à lire avec passion et militantisme l'excellent *Rapport Annuel* réalisé par la commission Rapport Annuel.

Pour le reste 2012 pour la commission Ecoute, cela a été :

- Deux sessions de formations (printemps et automne 2012) pour les nouveaux arrivant-e-
- **s**. Nous avons en moyenne à chaque session 10 nouvelles/nouveaux venu-e-s. Environ 1 tiers va au bout de la formation qui est assez intense avec plusieurs modules (droit civil et pénal, réorientation, droit du travail, techniques d'écoute, questions trans, fonctionnement des outils informatiques et rédaction des fiches,...). Une fois « validé-e », les écoutant-e-s peuvent suivre une formation complémentaire pour rejoindre les groupes courriel ou chat'écoute. Ces formations mobilisent presque 10 intervenant-e-s bénévoles.
- La pérennisation de plusieurs outils grâce à Laurent Ortunio qui a mis dans l'extranet la fiche listant les compétences et capacités des écoutes d'intervention des écoutantes/écoutants en formation. L'objectif de ces outils est d'objectiver les attentes et les pré requis nécessaires pour assurer des écoutes optimales auprès des appelantes/appelants.
- Un accompagnement psy des écoutantes et des écoutants dans le cadre de soirées d'échanges sur les appels reçus et sur l'émotion et la dimension plus « psy » que certains appels réveillent en nous. 3 psys nous accompagnent (Antoine, Vincent et Frédérique).
- Le **séminaire annuel de la commission Ecoute**, essentiel pour la cohésion.
- Le changement de l'ordinateur, des téléphones et de l'armoire du local d'écoute grâce à une subvention de 3 000 euros de la sénatrice du Val de Marne Esther Benbassa
- L'actualisation de la charte de la ligne d'Ecoute.
- La confirmation de l'utilité du **Chat'écoute, qui est dorénavant en 2013 sur un créneau régulier** de 21h à 22h30 tous les jeudis et de 18h à 19h30 tous les dimanches.
- Le succès de l'ouverture du **créneau de nuit tous les premiers lundis du mois qui permet, une fois par mois,** d'offrir une écoute en dehors des horaires traditionnels proposés jusqu'à présent, à l'heure où le sommeil ne vient pas.

Commission Événementiel

L'année écoulée a été chargée pour la commission Evénementiel, mais elle a surtout, été très positive.

Tout d'abord, nous avons décidé d'avoir une politique plus avenante concernant les soirées que nous organisons : nous avons démarché beaucoup d'établissements du Marais afin de former des partenariats pour des soirées, ce qui a porté ses fruits. Pour rappel, chaque

soirée est une occasion de lever des fonds, de recruter des membres, de récolter des témoignages ou tout simplement d'augmenter notre visibilité.

Parallèlement, nous avons continué à collaborer avec nos partenaires existants, notamment avec nos ami-e-s des Follivores : nous avons enregistré un plus gros bénéfice cette année à cet événement que l'année dernière, malgré la crise et la manifestation pour l'égalité qui avait lieu le lendemain.

En parlant des manifestations pour l'égalité, l'actualité politique nous a fait organiser deux marches cette année : une le 16 décembre, et une autre le 27 janvier. Chaque manifestation a demandé beaucoup d'efforts, de la part de tou-te-s, et nous sommes content-e-s qu'elles se soient toutes les deux bien passées. Même si le projet de loi sur le « mariage pour tous » a pris beaucoup de temps pour arriver au Parlement, c'est notre fierté de militant-e-s que de l'avoir défendu dans la rue.

De la même manière, nous continuons à participer aux événements annuels tels que la journée contre l'homophobie ou la journée des droits des femmes. Nous avons innové à la Marche des Fiertés en prenant pour la première fois un char de la forme d'un téléphone géant qui mettait en avant la ligne d'écoute et son numéro azur.

Notre commission étant amenée à récolter des témoignages et à faire de la prévention sur les lieux de drague, nous avons aussi commencé à effectuer des formations pour nos membres. Avec le concours de l'association Paroles, nous avons ainsi pu former plus d'une vingtaine de membres à mener des entretiens individuels.

La commission Evénementiel a une fonction très importante dans notre association car elle permet de récolter des fonds, mais aussi elle permet la visibilité de l'association dans les manifestations et fédère les membres lors de soirées internes comme la galette des reines et des rois. Nous espérons grandir encore plus afin de réaliser encore mieux notre mission, et de continuer à vous surprendre!

Commission Interventions en Milieu Scolaire – IDF¹

La commission IMS-IdF a eu comme co-réfèrent-e-s sur cet exercice annuel Christine L. et Thomas C., ils ont été secondé-e-s dans leur mission par Olivier O., Gilles S., Johan F. et André H., qui ont fait partie de l'équipe de référence et ont, chacun a leur endroit, prêté mains fortes aux co-réfèrent-e-s.

La commission IMS-IdF a réalisé depuis la dernière assemblée générale 130 interventions en milieu scolaires de la 4ème à la terminale et deux interventions pour des classes de 6ème. 3 formations dites J1 (théorie et découvertes des IMS) ont été menées par l'équipe sur Paris ainsi que deux Journées dite de formation continue.

¹ Les IMS hors IDF sont traitées dans les rapports des délégations régionales concernées. La délégation régionale lle de France étant en cours de constitution (voir Coordination Région).

Une journée de formation J2 a été mise en place et a connu un grand succès auprès des membres (qu'ils ou elles soient nouveaux-nouvelles ou plus ancien-ne-s au sein de la commission IMS-IdF), y sont abordées les thématiques comme le fait de savoir mener un binôme, distribution de la parole entre les intervenant-e-s ainsi que les manières d'entrer en interaction avec une classe.

L'équipe de référence a aussi été invitée a menée des formations sur d'autres régions, on peut citer Strasbourg (deux fois), Bordeaux, Marseille, Montpellier pour notre association mais aussi au Mans pour Orne en ciel, association de lutte pour les droit des personnes LGBT.

Enfin, la commission a aussi participé à des rapprochement avec des institutions c'est le cas avec la mairie de Paris et l'action Opération collégiens (qui finance des IMS) ainsi que des réunions d'échanges de pratiques, par exemple avec le centre LGBT Paris IdF autour des supports vidéo (lors de la semaine du 17 mai).

Commission Interventions et Formations pour Adultes (IFPA)

Vie de la commission

En 2012, la commission Interventions et Formations Pour Adultes a connu une extension nationale et l'organisation de quatre sessions de formation (deux à Paris, une à Lille et une à Strasbourg) ont permis de passer de 5 à 36 membres, dont 6 validés.

Cette croissance a conduit la commission, à l'occasion de son séminaire national de septembre 2012, à se structurer nationalement, avec des pôles IFPA locaux (en 2012 : Alsace, lle de France, Nord-Pas-de-Calais et PACA-Nice).

Ces pôles IFPA locaux sont gérés par un-e correspondant-e régional-e. Les correspondant-es régionaux/ales forment une équipe coordination nationale, sous l'égide de référent national, qui veille à l'harmonisation et à la mutualisation et est responsable des interventions revêtant un caractère national.

Activités

20 interventions et formations ont été réalisées en 2012, permettant de former ou sensibiliser environ 1500 personnes.

- Il y a eu 10 interventions et 10 formations.
- La majorité des IFPA (13) se sont déroulées en Ile de France. 2 IFPA ont eu lieu à Tulle. Les autres IFPA se sont réparties équitablement entre Chaumont, Chateaulin, Lyon, Ollioules et Aix-en-Provence.

Il y a eu plusieurs interventions ou formations récurrentes qui vont probablement se renouveler en 2013 :

- Ministère des sports formation de formatrices et formateurs
- Ecoles de gendarmerie intervention dans le cadre d'une journée sur les victimes
- France Télévisions séquence sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre dans le cadre d'une formation des cadres supérieurs sur la diversité

L'année 2012 a également été l'occasion d'une nouveauté pour la commission, la réalisation de quelques IFPA rémunérées, sur la proposition des structures à l'origine des demandes d'intervention. Cela reste cependant exceptionnel, l'objectif étant de rester accessible aux structures publiques et parapubliques.

Dans les autres, les frais de déplacements étaient à la charge de la structure faisant intervenir SOS homophobie.

Détail des interventions

- Ministère des sports 2 sessions (10 personnes par session) Formation
- Gendarmerie Nationale 4 sessions (250 élèves-gendarmes par session) Intervention
- Altidem France TV 5 sessions (12 personnes par session) Formation
- Pole In (SNU pôle emploi) (plusieurs dizaines de personnes) Intervention
- Université de Marne La Vallée (plusieurs dizaines de personnes) intervention
- Intersyndicale des femmes (300 personnes) intervention
- IMS Entreprendre pour la cité (plusieurs dizaines de personnes) intervention
- Foyer l'étape (une dizaine de personnes) intervention
- IFSI (20 personnes) intervention
- IFOREP (une dizaine de personnes par session, 2 sessions) formations
- le Refuge Lyon (une dizaine de personnes) formation

Perspectives

- L'année 2013 permettra d'accroître la capacité de l'IFPA à intervenir sur tout le territoire métropolitain, avec 5 sessions de prévues, dont trois hors Ile de France.
- Au-delà des interventions récurrentes, l'une des priorités de la commission IFPA est de prospecter, en priorité vers les secteurs public, parapublic et médico-socioéducatif.
- L'un des principes est de privilégier le fait que les pôles IFPA locaux prospectent dans un premier temps auprès de leurs contacts, en fonction du terrain, de ce que les correspondant-e-s locaux/ales connaissent.

Commission Lesbophobie

Cette année la commission s'est attelée à amplifier son travail sur la visibilité de l'association auprès des lesbiennes et à continuer de s'intéresser à la santé de celles-ci.

Nous avons notamment eu l'occasion de réaliser une vidéo sur la santé des lesbiennes que nous avons pu présenter lors d'une intervention au planning familial du Nord pas de Calais. Un clip de présentation des actions de la commission lesbophobie avec notamment le message sur l'importance de témoigner de tous les actes lesbophobes (même s'ils peuvent paraître minimes) a pu être réalisé. Nous avons aussi pu être présentes lors d'une représentation d'un théâtre forum sur la lesbophobie à l'Hôtel de ville du 3ème arrondissement de Paris.

Nous essayons d'augmenter, toujours plus, notre présence sur divers évènements (soirées, festivals, week-end festif, débat etc...).

En effet, nous avons été présente à une ou plusieurs reprises, entre autre, dans divers bars et soirées lesbiennes ou mixtes. Notamment au Yono ; aux bains d'Odessa ; à la Wet for Me ; à la machine du moulin rouge ; à la Same sex etc... Nous avons de nouveau représenté l'association au Week end Girl Only (WGo) vers Bordeaux où nous avons pu récolter une quarantaine de témoignages. Cet évènement nous permet chaque fois de faire connaître l'association auprès des lesbiennes de tous les coins de France et de les sensibiliser à l'importance de témoigner. Nous constatons toujours que les lesbiennes sont souvent amenées à nous répondre dans un premier temps « non, moi je n'ai pas été victime de lesbophobie » alors que finalement en discutant on s'aperçoit rapidement que ce qu'elles vivent au quotidien est de la lesbophobie qu'elles ont intériorisée.

Lors des soirées auxquelles nous participons, nous avons pu participer à la diffusion de l'enquête sur la biphobie.

Lors d'une formation organisée par l'Intersyndicale femmes nous avons pu participer à une intervention avec la commission IFPA afin de faire une sensibilisation à la lesbophobie. Nous avons également pu sensibiliser des jeunes à ce qu'est la lesbophobie lors d'un évènement organisé au CRIPS. Le Ministère des droits des femmes nous a reçu afin de voir avec nous quelle collaboration pourrait être envisagée à l'avenir entre nos structures.

Lors du festival Cinéffable, nous avons pu tenir un stand ce qui nous a permis de visibiliser l'association, de récolter des témoignages et de diffuser la brochure *Tomber la culotte* (brochure sur la santé des femmes ayant des rapports sexuels avec les femmes, réalisée par Sida Infos Service avec la collaboration de plusieurs associations et notamment SOS homophobie).

Nous avons également rédigé le chapitre « lesbophobie » du *Rapport Annuel* et commencé la rédaction d'un questionnaire destiné à la réalisation d'une nouvelle enquête sur la lesbophobie qui sera lancé courant de l'année 2013.

La plaquette IST que nous avons réalisé est actuellement en cours de validation par le CRIPS et verra, nous l'espérons, prochainement le jour.

Commission Rapport Annuel

A l'occasion de la Journée Mondiale de lutte contre l'homophobie et la transphobie, le 17 mai 2012, SOS homophobie a publié la seizième édition du *Rapport annuel contre l'homophobie*. Ce rapport qui est devenu une référence en France est le seul outil statistique qui permet de comptabiliser les actes homophobes et transphobes dans le pays, de suivre leurs manifestations et évolutions. À partir de tous les témoignages reçus par l'association, que ce soit sur la ligne d'écoute ou par mail (via le site internet de l'association), les témoignages ont été compilés, classés à partir de 20 thématiques et analysés. Ce rapport s'appuie ainsi sur les 1556 témoignages reçus par l'association entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2011, mais aussi sur le suivi des principaux titres de presse et de l'actualité. Il a été entièrement rédigé par une vingtaine de bénévoles de l'association.

Pour cette seizième édition, la commission Rapport Annuel a donné la parole à : Katia Leklou, responsable de projet théâtral, Olivier Vecho, maître de conférence en psychologie du développement, Sébastien Carpentier, auteur, Étienne Deshoulières, avocat, Laurent

McCutcheon, président de Gai Écoute, David & Jonathan... De plus, 6 chapitres ont été illustrés par la bédéiste Vaïnui de Castelbajac.

Nous avons également de nouveau fait appel à Annick Rivoire, une éditrice qui est en charge de la correction des fautes de frappe et/ou d'orthographe ainsi que de la mise en cohérence de la rédaction de toutes les parties du rapport annuel.

Ce rapport, en dénonçant toutes les agressions et discriminations, est un outil important de visibilité. Il a pour objectif une prise de conscience par l'ensemble de la société et les pouvoirs publics de la réalité et de la gravité des actes homophobes. De plus, il permet d'adapter les actions de prévention et de mettre en place les moyens adéquats en fonction du constat qu'il dresse tous les ans.

En 2012, 5 000 exemplaires ont été diffusés, notamment: aux députés français, aux Présidents des conseils généraux, aux maires des communes de plus de 40 000 habitants, aux Recteurs et Inspecteurs d'Académie, aux Directions Régionales du Travail et de la Formation Professionnelle, aux Présidents des Conseils de Prud'homme, aux partenaires presse et associatifs. Une diffusion supplémentaire a également été effectuée en direction de divers publics tels les bibliothèques, les universités, les grandes fortunes et les fondations (voir Groupe ressources financières) et les eurodéputés (voir Groupe relations institutionnelles).

Ce rapport est mis en vente sur le site Internet de l'association et est diffusé dans plusieurs librairies. Il est aussi disponible en format électronique sur le site internet de l'association. La traduction de l'édition 2012 en anglais sera mise à disposition sur le site internet au cours du premier trimestre 2013.

Commission Soutien

Lorsque une personne est victime d'homophobie, l'association SOS homophobie est à son écoute par le biais de la ligne d'écoute, le chat ou le courriel. L'association garantit une écoute totalement anonyme permettant un échange avec la victime pour trouver des pistes avec elle.

Pour des affaires complexes pour lesquelles SOS homophobie peut proposer un accompagnement personnalisé, il est possible pour la victime de sortir de l'anonymat et de demander une aide spécifique via la commission Soutien,

La commission Soutien est composée de 5 bénévoles et d'une aide juriste salariée à temps partiel.

En 2012, 52 personnes ont entrepris les démarches pour contacter la commission Soutien : soit 1 demande par semaine. L'aide juriste assure la réception des dossiers, demande l'ensemble des pièces et fait un premier travail d'analyse. Suite à cela, 43 dossiers ont été affectés à l'un-e des 5 bénévoles dont le rôle est d'accompagner les victimes dans leurs démarches, le temps nécessaire à leur traitement (allant de quelques jours à plusieurs mois).

Les principales thématiques rencontrées sont les suivantes en 2012 :

- Discrimination sur le lieu de travail (21 % des dossiers)
- Homophobie dans le contexte familial (16 % des dossiers)

- Agressions (14 % des dossiers)
- Problèmes de voisinage (14 % des dossiers)
- Les autres dossiers peuvent concerner l'administration, le logement, des situations personnelles complexes.

Tous ces témoignages vont alimenter le rapport d'activité de l'association. Ils sont le reflet de la réalité d'une société dans laquelle nous vivons et où, parfois, se défendre seul devient impossible. Le soutien d'une association comme SOS homophobie permet à ces victimes d'avancer. SOS homophobie peut faire des lettres de rappel à la loi, accompagner les avocats, rencontrer des responsables d'entreprises, etc.

Quelques dossiers marquants de 2012 :

- l'accompagnement de deux homosexuels cubains agressés par un groupe de 10 personnes dans un bus de nuit de la RATP,
- la rencontre avec le DRH d'un centre d'appels dans lequel 2 salariés ont été victimes de propos homophobes sans recadrage de la hiérarchie,
- le soutien d'un lycéen (et de ses parents) face à l'homophobie dont il était victime sans réaction du corps enseignant.

En 2013, la commission Soutien va maintenir son activité et développer des partenariats avec les cabinets d'avocats désireux de faire des prestations gratuites pour aider les victimes.

Groupe Internet et Informatique

Les principales réalisations 2012 du Groupe Internet et Informatique, désormais composé de 3 personnes au sein de la Commission Communication, sont les suivantes :

- Réalisation d'une Charte "Informatique et Internet" visant à rappeler les règles liées à la présence de l'association sur Internet et sur les moyens informatiques de SOS homophobie
- Participation à la visibilité concernant la campagne pour l'élection présidentielle
- Création de <u>ouiaumariagepourtous.org</u> et de la page Facebook "Oui au mariage pour tous", et mises à jour du contenu (arguments, dates d'évènements, réactions...) grâce à un groupe de réaction rapide
- Evolutions sur des outils pour les membres actifs : outillage (en test) pour la commission Adolescence et homophobie, suivi des IMS (pour l'Île-de-France), suivi des formations des écoutant-e-s, assistance à la mise en place du chat'écoute, ...)
- Test, avec succès, de la plateforme de don/micro-dons mailforgood.com
- Rajout de la possibilité d'ajouter des pièces jointes aux témoignages sur le site web, et création d'une application Facebook de dépôt de témoignage

Le Groupe a également poursuivi ses tâches courantes de gestion des outils internet et informatiques de l'association :

- 1. Gestion du site web <u>www.sos-homophobie.org</u> (271.000 visites en 2012, soit 93% de plus que l'année 2011)
- 2. Gestion des 112 adresses mails et 144 listes de diffusion de l'association
- 3. Gestion (publication et réactions) de la page Facebook générale "SOS homophobie" (plus de 11.000 fans), du compte Twitter @SOShomophobie (3300 abonnés), de la page SOS homophobie sur Google+ (500 abonnés)

- 4. Organisation et relais auprès des délégations régionales pour leurs pages Facebook
- 5. Gestion des publicités Google Grants, correspondant en 2012 à un équivalent de budget de plus de 61.000 €, soit 64% en plus que sur l'année 2011, correspondant à quasiment 5,3 millions de publicités de SOS homophobie affichées
- 6. Gestion des moyens informatiques de l'association

Groupe Relations Institutionnelles

En 2011, le « Groupe Présidentielle » a vu le jour afin de porter les revendications SOS homophobie dans le débat de la campagne présidentielle. Forte de son expérience sur le terrain, SOS homophobie a toute légitimité pour interroger les candidat-e-s et leur faire des propositions, pour évaluer l'importance que chacun-e porte aux questions LGBT. Un questionnaire de 12 questions a été élaboré portant sur la majorité des revendications de l'association : égalité des droits, formation et sensibilisation dans les différents contextes qui ressortent des témoignages reçus de l'association.

Lors du premier semestre 2012, des actions ont été menées pour médiatiser le questionnaire et les différentes revendications. L'action la plus spectaculaire a été la publication dans « Le monde » daté du 15-16 Avril de visuels en faveur de l'Homoparentalité (représentant les candidat-e-s en enfant de couple LGBT. L'association a reçu les réponses de l'intégralité des candidates et candidats à l'élection Présidentielle, ce qui a permis de réaliser un travail de comparaison et une synthèse. Cette synthèse fut publiée en exclusivité sur le Huffington Post le 27 mars, puis largement couverte par les médias (dépêche AFP, Le monde,..) après la tenue d'une conférence de Presse. La synthèse est disponible en ligne : www.sos-homophobie.ord/presidentielle

Il convient de souligner que SOS homophobie étant une association non partisane, aucune consigne de vote n'a été donnée.

En Juin 2012, l'association a décidé de pérenniser le travail du « Groupe Présidentielle » en le renommant « groupe relations institutionnelles ». Le travail du « Groupe relations institutionnelles » fut marqué, après l'élection présidentielle, par l'établissement de contacts avec le nouveau gouvernement et le suivi du projet de loi « mariage pour tous ».

A la suite de l'été, SOS homophobie a multiplié les **contacts avec les cabinets des Ministres** pour présenter l'association et ses revendications, ce qui a permis à l'association d'être associée à toutes les consultations mises en place par le gouvernement (Refondation de l'école, groupe de Michel Teychenné sur la lutte contre l'homophobie et la transphobie dans l'éducation, groupe de travail du MEN sur l'éducation à la sexualité dans le 1^{er} et 2nd degré travail au Ministère de l'intérieur sur les fichiers).

SOS homophobie a aussi participé à la mission de Mme Najat Vallaud Belkacem de coordination d'un plan d'action contre l'homophobie et la transphobie.

L'autre axe de travail du « Groupe relations institutionnelles » en 2012 a porté sur le **suivi du projet de loi « Mariage pour tous »**. Des tribunes ont été publiées dans la Presse rédigées par SOS homophobie pour soutenir le mariage pour tous.

Des rencontres ont été organisées avec les cabinets des Ministres concernées, mais surtout avec les parlementaires (tous partis politiques confondus). SOS homophobie a été invité à des auditions (Sénat et Assemblée Nationale) et a adressé des contributions écrites.

Face à la hausse des témoignages reçus par l'association, SOS homophobie a réalisé une « Charte d'engagement moral pour un débat parlementaire respectueux des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et trans, et de leur entourage ». Cette charte a été adressée à tous les parlementaires en les engageant à la signer.

Il est à noter qu'au **niveau Européen** SOS homophobie a participé à des tables rondes organisées par ILGA Europe, a rencontré l'ambassade Britannique, et que le *Rapport Annuel* a été distribué aux Euro-députés.

Au niveau International, SOS homophobie a rencontré l'ambassade des USA à Paris.

Groupe Ressources Financières

Le groupe ressources financières s'est montée en mars 2012. Il s'inscrit dans les orientations établies par le séminaire prospectif de 2011 qui prévoit que pour chaque action menée par l'association, une recherche de financement doit être effectuée. Le groupe est constitué de 5 à 6 membres actifs.

Une des premières actions menées a été d'établir un état des lieux des possibilités de financement. Parmi les actions menées sur l'année :

- prospection des grandes fortunes de France par l'envoi d'un courrier adapté et d'un *Rapport Annuel*. Environ 250 envois ont été effectués.
- prospection des fondations par l'envoi d'un courrier adapté et d'un *Rapport Annuel*. Environ 150 envois effectués.

Par ailleurs, diverses demandes de subvention ont été effectuées au titre de l'année 2012, en collaboration avec les commissions et délégations. Ces demandes ont permis le financement des actions suivantes :

- actions de formation initiale et séminaires (IMS, IFPA, régions, écoute) par le fonds de développement de la vie associative. Financement à hauteur de 8400 €.
- actions de prévention menées par l'association par le ministère de l'Education nationale. Financement à hauteur de 10 000 €.
- manifestation à Lille, à l'occasion du 17 mai. Financement à hauteur de 1000 €.
- interventions en milieu scolaire à Paris. Financement de la mairie à hauteur de 2000 €.

Groupe Santé

Les premiers résultats de l'enquête sérophobie menée en interne ont été extraits et sont en cours d'analyse en vue d'un potentiel élargissement de l'enquête à un public plus large.

En octobre 2012, SOS homophobie s'est retirée du Collectif des 25 000 donneurs, faute de représentant-e et faute d'adhérer à la constitution du collectif en association loi 1901.

Faute de membre désirant occuper le poste de co-référent-e du groupe, celui-ci est mis en sommeil le temps de faire émerger une nouvelle équipe de membres actif-ve-s prêt-e-s à prendre le relais.

Groupe Syndicats

Le groupe syndicat a pu rencontrer un certain nombre d'organisations syndicales (pour le moment : CFDT, FO, Solidaires Sud, UNSA, CGT), ainsi que l'association FLAG. Des pistes de travail, des pistes de procédures de réorientation des victimes qui contactent SOS homophobie et de suivi du traitement de leurs dossiers dans les syndicats ont été dégagées. Un travail est en cours avec la commission écoute pour que la réorientation des appelant-e-s vers les syndicats soit la plus pertinente possible.

DELEGATIONS REGIONALES

Coordination Régions

La coordination régions a été créée en 2010 afin d'accompagner le développement national de SOS homophobie.

A la dernière Assemblée Générale en novembre 2012, SOS homophobie avait :

- 985 adhérent-e-s dont 52% en IDF et 48% hors IDF,
- 299 membres actif-ve-s dont 56% en IDF et 44% hors IDF.

Sur cette année écoulée, la feuille de route de la coordination a été constituée par le bilan issu du séminaire prospectif de l'association qui s'est tenu en novembre 2011 et la gestion des demandes externes et internes.

Effectif

A l'origine, Franck M. a coordonné les régions jusqu'à l'assemblée générale (AG) de février 2012. La coordination, vu la charge, a été constituée lors du séminaire régions post AG par trois personnes : Félix P. délégué de Nice, Antoine S. administrateur et délégué lillois et Sylvie G. membre du bureau chargée spécifiquement des régions. Depuis juin 2012, elle tourne à deux personnes Félix et Sylvie.

Accueil

Un des rôles de la coordination est d'accueillir les nouvelles personnes souhaitant nous rejoindre. Ainsi elle peut simplement rediriger une personne sur une délégation existante (le plus facile!), ou sinon prendre contact avec la personne hors délégation et voir avec elle ce qu'elle souhaiterait faire au sein de SOS homophobie : créer une délégation ou rejoindre des groupes et commissions de travail.

Nous nous sommes partagé la France en deux : le Nord d'un côté et le Sud et les DOM-TOM de l'autre. Les premiers accueils d'IDF sont quant à eux gérés par Noëlle B., administratrice.

Ainsi la délégation rouennaise est repartie avec une nouvelle équipe. Des délégations se sont créées en Franche Comté (Besançon), Languedoc Roussillon (Montpellier) et Midi-Pyrénées (Toulouse). Une antenne, au Mans, vient renforcer la délégation Pays de La Loire initialement implantée à Nantes.

La coordination a pu compter sur l'énergie et la disponibilité des régions proches afin d'appuyer la mise en place de ces nouvelles délégations ou antennes, notamment PACA pour le Languedoc Roussillon et Nantes pour aider Le Mans. Des collaborations entre délégations créent une dynamique inter-régionale dans le développement des activités de SOS homophobie perceptible notamment dans les formations aux interventions en milieu scolaire assurées par l'IDF, PACA, Lyon, le Nord-Pas de Calais ou l'Alsace et accueillant des bénévoles d'autres délégations.

Quelques personnes ont intégré des groupes et commissions nationales comme les Biches du Net, la Commission communication ou le Rapport annuel. Mais difficile de savoir exactement ce qu'il en est car nous réorientons ces personnes et ne faisons pas de suivi sur le taux d'engagement final.

Enfin certaines personnes ne donnent pas suite à notre premier mail et nous nous limitons à une relance. Il est en effet plus simple pour des personnes d'intégrer un groupe existant que de se retrouver seule dans une région.

La délégation du Havre, malgré huit volontaires motivé-e-s et formé-e-s pour faire des IMS, n'a pas survécu au départ d'un de ses leaders. Il n'est en effet pas facile de démarrer et pérenniser une implantation.

En cours : des contacts sur Concarneau, Clermont-Ferrand et Niort...

A noter que l'actualité politique avec le projet de loi sur le mariage et l'adoption et la libération de la parole LGBTphobe a fait croître les demandes pour rejoindre SOS homophobie.

Etude d'un budget propre à chaque délégation

Une des premières tâches entreprise a été de faire un bilan des besoins de chacune des délégations dans leur gestion budgétaire propre et notamment si le fonctionnement relatif aux groupes et commissions nationales convenaient également aux délégations. Trois délégations (NPDC, Lyon et l'Alsace) s'étaient montré intéressées par un budget propre. La mise en place n'allait pas de soi du fait de la traçabilité nécessaire en local et sans idée des dépenses régionales ; il a été décidé dans un premier temps d'attendre la mise en place d'une comptabilité analytique. Toutes les autres délégations trouvent le système actuel satisfaisant.

Ce point a aussi permis de soumettre une évolution des seuils d'autorisation de dépenses pour une plus grande souplesse en régions.

Création d'une délégation Île de France

C'était une demande afin d'homogénéiser le fonctionnement régional de l'association et d'établir une égalité entre régions.

Un premier pas a été fait avec la création d'une adresse mail spécifique et le référencement sur le site Internet. C'est la coordination régions (via l'adresse sos-idf) et le bureau (via le mail sos) qui ont traité les demandes spécifiques IDF. L'imbrication dans cette région entre les activités nationales et régionales a été un frein à une mise en place rapide d'une telle délégation. Et contrairement aux autres qui naissent de rien, en IDF il y a un existant, et qui plus est de longue date, et une délégation IDF demande une réorganisation entre différents organes (commission événementiel, communication, gestion presse...).

Il faut aussi tenir compte que les bénévoles gèrent les priorités et que notre organisation actuelle permet de répondre aux sollicitations locales.

Cela dit le besoin de centraliser et de bien spécifier les actions locales/nationales est réel. Une première spécification des rôles a été rédigée et la coordination a demandé à Michel D., administrateur, de prendre en charge les mails sos-idf selon cette feuille de route. Un suivi sera fait avec lui.

Soutien aux délégations

La coordination est là pour répondre aux demandes des délégations lorsque celles-ci ne savent pas à qui s'adresser en interne ou comment fonctionne SOSh. Elle fournit autant que faire ce peu les informations et/ou réoriente sur des référent-e-s de groupes, commissions, membres du bureau...

La coordination régions peut aussi être un premier filtre avant une demande au bureau ou CA. Elle permet aussi de transmettre des expériences d'une délégation à une autre.

Au-delà du "quotidien" la coordination a apporté son soutien :

- au stage à Lyon de Kevin C. en février-mai 2012 sur la problématique d'accueil des bénévoles et du recrutement.
- à l'organisation du séminaire IMS par la délégation lyonnaise en octobre 2012.
- et Sylvie fait partie de l'équipe de suivi sur les actions Europride en juillet 2013.

La coordination a aussi pris l'initiative de demander au CA la possibilité de débloquer des sommes pour que des membres actif-ve-s hors IDF puissent participer à :

- la manifestation nationale pour le mariage pour tou-te-s et l'adoption le 27 janvier,
- l'AG élective du 23 mars.

Les enveloppes et modalités ont été acceptées permettant, même si cela n'est pas parfait une meilleure participation des adhérent-e-s au niveau national.

Séminaires régions

Un premier séminaire, organisé par Franck M., coordinateur sortant, s'est tenu le 4 février 2012 afin notamment de discuter des modalités de mise en place de la nouvelle coordination et des besoins de fonctionnement des délégations.

Le séminaire régions d'automne s'est déroulé à Paris le 18 novembre 2012, le lendemain de l'AG. Il portait en grande partie sur le recrutement et la communication ; Justine Côté avait pour l'occasion fait un bilan de son travail de plusieurs mois sur ces deux thématiques en tant que chargée de ressources humaines d'une part et co-référente communication d'autre part. Seize participant-e-s de huit régions et du national ont échangé sur les questions de développement de la démocratie, du recrutement, de la communication interne et externe, avec un focus sur les réseaux sociaux et Internet, le fonctionnement de la trésorerie, et les échanges inter-régions et national.

Le prochain séminaire régions se tiendra à Lille les 26 et 27 octobre 2013. Une demande de subvention a été rédigée via notre trésorier adjoint Julien D.. Il n'y aura pas de journée régions post AG du 23 mars mais une matinée conviviale de rencontre informelle entre délégué-e-s avant la tenue de l'AG.

Mise en place d'une coordination IMS

Le séminaire IMS et les sollicitations de la coordination régions, par les personnes souhaitant s'investir dans cette activité en régions et par les différentes délégations régionales, ont mis en évidence le besoin de créer une coordination nationale IMS. Les interventions en milieu scolaire sont en effet majoritairement la motivation première de créer des groupes locaux. Il y a un réel besoin d'accompagnement spécifique (documentation, formations, outils, contacts locaux...).

Une trame sur les objectifs de cette coordination a été rédigée et un appel à volontaires a porté ses fruits : la coordination se lance en février 2013 avec cinq personnes de régions différentes Jérôme M. (NPDC), Christine L. (IDF), Benoît G. (PACA/Marseille), Etienne C. (NPDC) et Thomas C. (PACA/Nice).

La coordination régions aide à ce jour à la réorientation des demandes IMS au niveau des bonnes délégations.

Création d'un groupe sur le vote à distance

Le développement en régions met en évidence la difficulté pour les personnes éloignées de prendre part aux décisions de la vie de l'association. Un groupe avec des administrateur-trice-s et des membres actifs de trois délégations (NPDC, PACA et Centre) s'est créé en novembre 2012. Le Conseil d'Administration a voté début décembre sur les modalités à mettre en place parmi celles proposées par le groupe. Le groupe travaille donc à la rédaction d'une nouvelle version des statuts et du règlement intérieur. Celles-ci seront soumises ensuite à l'avis du CA puis proposées au vote à une AG.

Alsace

Vie de la délégation

Nous sommes passés de 7 bénévoles actifs à 14 bénévoles actifs.

Le nombre d'adhérents en Alsace étant de 18 selon le listing du 11.11.2012.

→ Maxime, Valérie, Camille, Jérémy, Marie, Caroline G. et Caroline M, Nicolas ont donc rejoint Fabrice, Mickael, Golnaz, Fabrice, Alain et Stéphane (Grégory ayant déménagé à Paris).

En plus des IMS, la délégation Alsacienne tente de mettre en place un groupe IFPA.

Alain M. s'en charge plus spécifiquement.

Alain M. s'est aussi investi dans la commission Trans' de SOS.

Le mois de l'autre

Nous avons postulé (puis été sélectionné) auprès du Conseil Régional pour intégrer le *Mois de l'Autre*. Durant le mois de Janvier 2013, Février 2013 et Mars 2013, les collèges et les lycées peuvent choisir des interventions dans un catalogue d'association sélectionnées pour cet événement. Ces interventions ne sont pas payées par l'établissement mais par le CR directement. Au 27 janvier 2013, 10 établissements ont fait appel à nous. Une somme forfaitaire de 40 euros étant versé à chaque intervention, nous devrions récolter près de 400 euros au bénéfice de l'association. (Si les bénévoles ne demandent pas le remboursement de leur déplacement, ce qui reste tout à fait possible et légitime).

Semaine de l'égalité et de lutte des discriminations de Strasbourg

Du 22 au 27 octobre 2012. La ville de Strasbourg a organisé une semaine de lutte contre toutes les discriminations. Cet événement sera reconduit chaque année. La Mairie a invité SOS homophobie à y prendre part (signe que nous commençons à être connu et reconnu !). Nous avons décidé de mettre en place une rencontre/débat le jeudi 25 octobre 2012, de 12h à 14h autour du livre de Karine Espineira, « *Transidentité*, de l'espace médiatique à l'espace publique ». Une vingtaine de personnes était présente lors de cette rencontre. Ce qui est un bon chiffre vu l'heure à laquelle nous devions occuper l'espace « rencontre » de la librairie Quai des brumes (qui a accepté un partenariat avec nous) : 12h à 14h.

festival du film des droits de l'homme

Du 6 au 9 octobre 2012 s'est déroulé le Festival du film des droits de l'homme. Alice Bourdelle, chargée de com. de l'événement, a invité SOS homophobie à venir commenter le film, *Ouganda, au nom de Dieu*, au cinéma L'Odyssée. Une centaine de personne était présente. Le film a été projeté en présence de son protagoniste L'activiste gay Auf Usaam

Mukwaya : « En Ouganda, un projet de loi prévoit l'emprisonnement à vie pour toute personne reconnue coupable d'homosexualité, et même la peine de mort dans certains cas. Le film suit et partage la vie de L'activiste gay Auf Usaam Mukwaya, obligé de se cacher. Sa vie a été détruite après que sa photo a été rendue publique par un tabloïd. ».

Réseau Information Jeunesse

Le Réseau Information Jeunesse édite un Mémo Santé avec tous les acteurs Jeunesse en Alsace. La délégation Alsace s'en est rapprochée. SOS homophobie apparaîtra dorénavant dans cet annuaire. Ce livre ressource est distribué à toutes les écoles, infirmières scolaires, assistante sociale, etc.). Voici le texte corrigé par Sylvie G.. Merci à elle !

Action de prévention contre la lesbophobie, la gayphobie, la biphobie et la transphobie

La délégation Alsace de SOS homophobie se rend dans des collèges et lycées (de la quatrième à la terminale) pour débattre des violences et discriminations liées à l'orientation sexuelle et au genre, replacées dans le cadre plus général de toutes les formes de rejet (racisme...). SOS homophobie est agréé par le ministère de l'éducation nationale et par le rectorat de l'académie de Strasbourg.

Cette association propose également des formations pour adultes dans les entreprises (DRH, syndicats...), institutions, à destination des différents acteurs sociaux (associations...), dans les secteurs éducatifs, de la santé, de la justice, de la policegendarmerie etc...

e-mail: sos-alsace@sos-homophobie.org

ligne d'écoute anonyme : 0810 108 135 ou 01 48 06 42 41

http://www.sos-homophobie.org

site destiné aux adolescent-e-s : www.cestcommeca.net

Séminaire IMS Lyon

Du 20-21 octobre. Deux de nos bénévoles, Stéphane et Alain y ont participé.

Enquête sur la biphobie

Maxime, Caroline G., Caroline M., Camille ont poursuivi l'action entamé le 20 septembre par Stéphane, Golnaz et Valérie, en se rendant dans les rues de Strasbourg le samedi 22 septembre. Le sondage a été effectué place Kléber et le long des quais de l'III. Un best off des « pires commentaires » entendus lors de cette enquête a été réalisé par Caroline G. Il a été posté sur notre page Facebook. Près de 200 personnes ont répondu à ce questionnaire.

Réunion IFPA

Le 21 et 23 septembre 2012, deux de nos bénévoles, Stéphane et Alain ont participé au séminaire IFPA.

DROIT DES FEMMES ET RESPECT DU GENRE

Valérie, Golnaz, Mickael, Alain et Stéphane ont assisté à cette journée organisée par la ville de Strasbourg à laquelle avait été convié la délégation. Preuve une nouvelle fois que nous sommes intégrés dans le paysage associatif. La ville de Strasbourg a nommé en novembre 2008 Mine Günbay, conseillère municipale déléguée aux droits des femmes et à l'égalité de genre, rattachée à Marie-Dominique Dreyssé, adjointe au maire en charge des solidarités. Ce sont ses services qui organisent l'événement. Ce colloque fut riche d'informations et de rencontres. Notamment pour nous grâce à un stand SOS Homophobie tenue lors de l'Agora

associative afin de présenter l'association et répondre aux questions des visiteurs. De nombreux contacts se sont noués.

TDoR

La délégation alsacienne s'est engagée sur Le TDoR. Un partenariat a été mis en place avec STS, Support Transgenre Strasbourg. Un débat autour du film *Boys don't cry* a eu lieu le vendredi 23 novembre à 18h au 7, rue des écrivains, Strasbourg (la Station centre LGBTI). Après le film, nous avons ouvert un débat sur la situation des Trans' aujourd'hui dans le monde et dans notre pays. 25 personnes étaient présentes pour la projection du film. Autant pour le débat.

Un rassemblement place Kléber à Strasbourg a eu lieu le samedi 24 novembre à 15h pour commémorer les victimes d'assassinats transphobes partout dans le monde. La délégation y a pris part pour montrer notre engagement dans la lutte contre la transphobie.

AGREMENT REGIONAL DU RECTORAT DE STRASBOURG

Le 5 avril 2012, la délégation Strasbourgeoise recevait la confirmation d'un agrément régional accordé pour 5 ans par le rectorat de Strasbourg.

Formation IFPA

Elle s'est déroulée le 25 et 26 novembre 2012 à Strasbourg, à La Station, centre LGBTI Strasbourg/Alsace.

Mickael B. et Michel D. ont mené la formation.

Participants: Camille, Jérémy, Maxime, Golnaz et Fabrice.

Divers

- Une vidéo « Ma première fois » est en cours de réalisation.
- La délégation a tenu un stand lors du spectacle annuel de l'association Pelicanto (chorale LGBT de Strasbourg) le 7 et 8 juin 2012 au palais des fêtes. Vente de teeshirts et de RA.
- La délégation a tenu un stand lors du la *gay pride* de Strasbourg le 9 juin 2012. Vente de tee-shirts et de RA.
 - → Pelicanto + Gay Pride = 275 euros.

Présentation du Rapport Annuel

Le rapport annuel a été présenté le 17 mai, à 17h, à La Station (Centre LGBTI Strasbourg/Alsace), aux associations, à la presse et aux citoyens. Le 17 mai était journée de solidarité en Alsace. Le centre ville était donc ouvert. Un communiqué de presse avait été diffusé. Une trentaine de personnes étaient présentes. Nous avions travaillé à un Power Point sur les principaux chiffres contenus dans ce RA. (Il peut être vu et consulté sur simple demande).

RÉUNION d'information et de recrutement

L'idée était d'inviter les proviseurs, les CPE, les infirmières scolaire, les assistantes sociale, toutes les personnes qui était tenté par une intervention de SOS homophobie. dans leur collège, lycée, mais qui voulaient auparavant se renseigner ou se rassurer avant d'en faire la demande. Nous avons donc invité en parallèle des personnes ayant <u>déjà</u> fait appel à nos services pour qu'elles viennent témoigner face à leur paire. La parole était libre.

Nous avons utilisé le rectorat de Strasbourg et son fichier pour contacter toutes les infirmières scolaires, toutes les assistantes sociales d'Alsace. Haut-Rhin et Bas-Rhin. 52 personnes étaient présentes à cette réunion d'information suivie d'un petit buffet. Un power point spécialement conçu pour cette présentation avait été mis en place. (Il peut être vu et consulté sur simple demande).

LES IMS 2012 en Alsace

Ville Etablissement	Initiative	Classes concernées	Nombre d'élèves sensibilisé-e-s
Lycée Yourcenar	L. Arnould	4eme	84
ERSTEIN	03 88 98 01 60 Infirmière sc.	3eme	
Lycée des métiers	E. Leyendecker	2 x 2de	55
Paul-Emile Victor	03 88 47 64 65	1 x 1 ^{ère}	
OBERNAI	Infirmière sc.	2 x 3ème	
Collège	Clarisse Hauser	8 x 2de	
de Erstein	03 88 98 04 35		
ERSTEIN	Infirmière sc.		
Lycée de Barr	L. Karceless	6 x 2de	167
Cité Scolaire	03 88 58 57 88		
BARR	Infirmière sc.		
Lycée	F. Gilardot	2 x 1 ^{ère}	108
Louis Marchal	03 88 49 56 00		
MOLSHEIM	Infirmière sc.		
Collège	M. Reiss	4 x 4eme	97
HEILIGENSTEIN	03 90 57 65 77	10 x 2de	
	Infirmière sc.		
Lycée STANISLAS	S. Biardeau	6 x 1ère	73
VILLERS LES NANCY	06 79 22 27 39		
	Professeur		
	de biologie.		
Collège de Barr	L. Karceless	6 x 4eme	137
Cité Scolaire	03 88 58 57 88		
BARR	Infirmière sc.		
Collège	N. Favret	7 x 4eme	299
Robert Schuman	Infirmière sc.	6 x 3eme	
BENFELD			

Franche-Comté

La délégation s'est créée en mai-juin à l'initiative de Loïc. À la rentrée de septembre, Anthony a rejoint la délégation, et on a pu relayer le questionnaire mis en place dans le cadre de la journée internationale de la bisexualité (23 sept.) dans les rues de Besançon. En octobre, nous nous sommes présentés aux associations LGBT locales et Nicolas nous a rejoints pour une formation IMS à Lyon. Novembre a été marqué par l'organisation d'un kiss-in à Besançon, à l'initiative des Jeunes Écologistes très vite rejoints par notre délégation, puis par tout un groupement d'associations locales, l'événement fut bien médiatisé. Une première IMS a eu lieu dans l'Ain, et nous avons participé à une consultation associative de la députée Barbara Romagnan qui souhaitait entendre les associations LGBT sur la question de la PMA, consultation à l'issue de laquelle elle a clairement assuré qu'elle voterait pour un amendement ou une loi ouvrant la PMA aux couples de lesbiennes.

En décembre, nous avons pris contact avec des établissements scolaires pour leur proposer nos services en IMS, ce qui nous a permis de nous faire connaître par l'académie de Besançon, et nous avons fait une journée IMS à Saint-Claude (39). La sortie du film « Les invisibles » a été l'occasion pour nous d'organiser une projection-débat en partenariat avec le cinéma Victor Hugo à Besançon.

En 2013, nous avons présentés nos vœux aux élus de la région, et beaucoup nous ont répondus en affirmant personnellement leur soutien à notre association. Nous avons suggéré à nos partenaires associatifs l'idée d'affréter un bus pour rejoindre les manifestants pro-mariage pour tous à Paris le 27 janvier, idée accueillie avec enthousiasme, et ce sont finalement deux bus qui sont partis de Besançon notamment grâce au PS du Doubs. Anthony a participé à une consultation à l'appel du sénateur Claude Jeannerot dans le cadre de la navette parlementaire de la loi sur le mariage et l'adoption pour tous.

Nous prévoyons une réunion information et recrutement car plusieurs personnes nous ont contactés, désirant adhérer à l'association ou la connaître, et car nous manquons d'effectifs, notamment féminin, mais gardons l'espoir de former bientôt une équipe paritaire. Nous sommes également en pleine préparation de notre participation au Forum de la Diversité de Franche-Comté.

La Réunion

Le gros coup de l'année : avoir organisé avec le Refuge la « Marche pour l'égalité et la légalité » le 20 octobre 2012 où pour la première fois 20 associations s'unissaient pour lutter contre toutes les discriminations. En filigrane, le soutien au mariage pour tous (et une des toutes premières marches pour la cause à La Réunion!)

Rapprochement et actions communes avec le Refuge et la LGBT représentés par Stéphane Ducamp :

 Réunions avec les forces de gendarmerie et de police + sous préfet à la cohésion sociale pour réfléchir à la protection des sites de dragues exposés, formation des personnels à l'accueil des personnes homosexuelles victimes d'homophobie qui

- viennent déposer plainte... (on n'a pas pu mettre en place en raison du départ du sous préfet)
- Rencontre avec le nouveau sous-préfet à la cohésion sociale, beaucoup moins investi que son prédécesseur, mais néanmoins ouvert.
- Membre de la COPEC (Commission pour la promotion de l'égalité des chances et la citoyenneté) en préfecture (dans le groupe éducation).
- Conférence de presse avec le Refuge , la lgbt pour l'Idaho le 17 mai : mise en lecture et en scène de témoignages de victimes à Saint Leu.

Intervention en milieu scolaire auprès d'un lycée de Saint Pierre.

Demande d'agrément auprès du rectorat de la Réunion (en cours)

Intervention auprès des assistants sociaux de service scolaire du Nord de l'île sur l'écoute des jeunes homosexuel(le)s et formation à l'outil IMS.

Dénonciation de l'affaire de la « Gauche des pédés » (nom d'une vague à surfer à la Souris Chaude, lieu de drague homo) lors de la crise requins en juillet 2012 : excuses du Journal de l'Ile .

Pique-nique citoyen avec députés et maire socialistes de St Denis, au Barachois le 27 janvier 2013, soutien au mariage pour tous.

Gros point faible : je ne reçois aucune demande d'aide ni aucun témoignage sur l'adresse sos-lareunion@sos-homophobie.org et il n'y a pas de sollicitations au national. Seul à la Réunion, je m'interroge sur notre légitimité à parler de « délégation » (je ne suis pas une délégation à moi seul !). Je ne suis qu'un correspondant, actif, représentant notre association.

L'urgence reste à fédérer un groupe de quelques adhérents actifs, avec Stéphane Ducamp, on se sent bien seuls !

Le simple acte d'adhérer à notre association ne semble pas anodin et dans la société réunionnaise où l'homosexualité reste secrète et encore tabou, même si ça progresse, certains ont crainte de se dévoiler, ce qui ne facilite pas le militantisme.

Je ne suis pas certain de pouvoir continuer à m'investir ainsi, sans soutien.

Languedoc Roussillon

Cette délégation a été relancée en septembre 2012. Il existe une page FB de notre délégation

Nous avons effectués en 2012 une IMS sur 2 jours complet au sein du même établissement. A ce jour, 4 personnes sont formées aux IMS dans le LR et une personne est formée à l'IFPA depuis dimanche dernier.

Au niveau local, nous sommes adhérents à la LGP Montpellier.

Nous participons aux réunions de la LGP, aux défilés, aux cafés citoyens, aux cinés-débat, ...; nous répondons aux médias; nous réorientons le cas échéant le public vers la ligne d'écoute, le tchat écoute ou le témoignage en ligne.

Nous prospectons autant que possible afin de faire grossir la délégation et la faire connaître. Les rouages s'enclenchent doucement et gageons que l'année 2013 sera productive.

Lille - Nord Pas De Calais

Vie de la délégation

2012 est une année particulière pour la délégation régionale Nord-Pas de Calais, en effet, elle a vécu les départs successifs de Benoit et d'Antoine. Ils étaient tous les deux à l'origine du renouveau de la délégation en 2011 et ils la géraient, depuis, au quotidien.

Dès septembre, il a été décidé de favoriser une démarche collégiale s'appuyant sur les compétences, nombreuses et variées, des bénévoles de la délégation qui souhaitaient s'investir de façon plus régulière. Le dernier trimestre de l'année, c'est un groupe de 11 correspondant-e-s qui s'est ainsi organisé pour faire vivre la délégation au quotidien et développer son action.

64 adhérent-e-s étaient comptabilisé-e-s au 31 décembre 2012 dont 25 actif-ive-s.

5 février et 18 novembre : séminaires des régions – Antoine puis Ludovic.

25 mai : apéro des adhérent-e-s SOS homophobie, café citoyen à Lille – collectif.

5 septembre 2012 : réunion de rentrée avec la mise en place d'une nouvelle organisation collégiale – collectif.

Les « Mercredis de SOS » : tous les 1^{er} mercredi du mois à Lille, ouvert à tou-te-s pour présenter SOS homophobie et échanger avec une association partenaire – collectif.

- 7 novembre : La question transidentitaire à l'heure de l'avancé des droits avec la participation de l'ANT Nord. 30 participant-e-s.
- 5 décembre : La question VIH/discriminations et populations LGBT et présentation des tests de dépistage rapide avec la participation de Sida Info Service. 25 participant-e-s.

Réunion des correspondant-e-s : tous les 3^{ème} mercredi du mois à Lille – collectif.

Interventions en Milieu Scolaire

En 2012, 2 255 élèves de collèges et lycées ont été sensibilisé dans toute la région par une équipe d'une dizaine d'intervenant-e-s.

16 juin et 2 décembre : Formations IMS à Lille, 15 intervenant-e-s ont été formé en 2012 – Benoit puis Etienne, Jérôme et David.

20 et 21 octobre : Séminaire IMS à Lyon, avec une participation aux groupes de travail sur la religion, la question trans et l'animation de groupe – Anne, Jérôme et Etienne.

Novembre : Courrier de présentation de l'association et des IMS aux 290 lycées de la région, toutes les filières et tous les établissements publics et privés, en s'appuyant sur la motion votée par le Conseil Régional.

Information et Formation Pour les Adultes

16 et 17 juin : Formation IFPA à Lille. 10 intervenant-e-s ont été formé – Michaël et Michel (commission IFPA).

Autour du 17 mai

Début mai : tractages dans différents lieux de la métropole lilloise pour l'égalité des droits et annoncer la soirée de présentation du rapport annuel de SOS homophobie du 14 mai – collectif.

14 mai : Soirée de présentation du rapport annuel de SOS homophobie à la gare Saint Sauveur (lieu culturel à Lille) animée par Anne, Etienne et Antoine, suivi d'un concert de Jean Christophe. 50 participant-e-s à la présentation et environ 70 au concert. Exposition de l'artiste Aurélie Dubrulle spécialement pour l'occasion – collectif.

15 mai : Projection-débat au Kino (cinéma d'art et d'essai) du film « Week-end » avec environ 60 participant-e-s – Anne et Virgile.

Actions militantes par l'événementiel

14 février : Lâcher de ballon pour la Saint Valentin devant l'opéra de Lille. Plus de 30 militant-e-s de diverses associations étaient présent-e-s — David et Virgile.

1^{er} mai : Fête de la soupe. Préparation et dégustation de la soupe « ce n'est pas une soupe de PD » – collectif.

2 juin : Lesbian & Gay Pride de Lille : Participation à la marche et tenue d'un stand de présentation de l'association dans le village associatif – collectif.

10 novembre et 15 décembre : Participations aux marches et rassemblements pour l'égalité des droits à Lille, dans le cadre du projet de loi ouvrant le mariage et l'adoption à tous et toutes. Prises de vues des citoyen-ne-s pour le site internet « ouiaumariagepourtous » – collectif.

14 novembre : Participation au forum associatif de l'université Lille 3. Tenue d'un stand et préparation de cakes – Manon, Noa et Alexandre.

Partenariats associatifs et institutionnels

21 et 22 janvier Salon Gay et Lesbien à Lille : Tenue d'un stand de présentation de l'association – collectif.

24 février : vote au Conseil Régional de la motion de lutte contre les discriminations liées à l'orientation sexuelle et au genre. La motion fait explicitement référence au Rapport Annuel de SOS homophobie.

23 mars : Rencontre transfrontalière sur la santé des lesbiennes et des bisexuelles, à l'initiative du planning familiale NPDC, en présence de ceux de la Suisse et de la Belgique. Intervention de SOS homophobie sur le Rapport Annuel et sur un témoignage. Environ 15 Participantes – Anne et Léa (Commission Lesbo).

2 au 6 avril : Semaine culturelle en faveur des droits à la différence « A chacun son genre » organisée par la Ville de Bruay-la-Buissière. Des IMS dans des collèges et lycées de la Ville en direction de 278 élèves. Projection-débat autour de courts métrages, 47 spectateurs-trices – Antoine.

7 mai : Conférence-débat sur invitation de l'association Arc-en-ciel Dunkerquois à Gravelines – Antoine.

Participations aux Conseils d'Administration des inter-associatives :

- Centre LGBTQIF « J'en suis j'y reste » Antoine et Benoit, puis Anne
- EGIDE Ludovic puis Etienne
- LGP Lille Antoine, puis David et Clémence

Participation aux commissions et groupes de travail Nationaux

- Commission IFPA David.
- Commission Lesbo Anne.
- Groupe adolescent-e-s Virgile.
- Groupe ressources financières Ludovic.
- Groupe relations institutionnelles Ludovic.

- Groupe vote à distance – Ludovic.

Communication

Animation de la page Facebook régionale - Raphaël.

	Like (le 1 ^{er} du mois)	Audience moy/jour
	évolution	<u>évolution</u>
janvier	170	115
février	177 4,12%	238 106,96%
mars	194 9,60%	115 -51,68%
avril	215 10,82%	343 198,26%
mai	244 13,49%	577 68,22%
juin	257 5,33%	300 -48,01%
juillet	273 6,23%	42 -86,00%
août	284 4,03%	90 114,29%
septembre	299 5,28%	186 106,67%
octobre	310 3,68%	179 -3,76%
novembre	324 4,52%	267 49,16%
décembre	349 7,72%	456 70,79%

Réalisation de plusieurs flyers pour l'information sur les actions de la délégation (les mercredis de SOS, manifestations...) – Raphaël.

Couverture média

- 15 février : 20 minutes, encart sur l'action de la Saint Valentin collectif.
- 15 février : Nord Eclair, interview sur l'action de la Saint Valentin Antoine.
- 16 février : Nord Eclair, interview en réaction aux propos de C. Vanneste Antoine.
- 1^{er} mai : Lille Mag, interview de l'adjointe à la lutte contre les discriminations qui site le rapport de SOS homophobie.
- début Mai, radio locale, interview sur le thème de l'homophobie Anne.
- 13 mai : Nord Eclair, interview sur le rapport Antoine.
- 14 mai : Voix du Nord, soirée de présentation du Rapport Annuel Antoine.
- 15 mai: Direct Plus Lille, encart sur l'homophobie dans le Nord sur la base du rapport.
- 8 novembre : France 3, interview sur le mariage d'Hantay Ludovic.
- 9 novembre : Nord Eclair, page polémique « doit-on réclamer un référendum sur le mariage pour tous ? » Ludovic.
- 9 novembre : Voix du Nord, encart pour annoncer la manifestation du 10 novembre Ludovic.
- 21 novembre : France 3, plateau dans l'émission « le + » sur le mariage pour tous Ludovic.
- 23 novembre : Nord Eclair, page polémique « Pourquoi ne peut-on pas parler sereinement du mariage homo ? » Ludovic.
- 15 décembre : Nord Eclair, interview sur le mariage pour tous et la manifestation du 15 décembre Ludovic.

Lyon

L'année scolaire 2011-2012, notre délégation a réalisé 72 interventions. A notre grande satisfaction, nous avons pu intervenir dans des collèges et lycées de la proche banlieue lyonnaise, voire de Lyon même. Les nombreux établissements que nous avons visité en 2011 nous ont pour la plupart recontacté, nous sommes donc très content-e-s. Le bouche à oreille nous a également permis d'intervenir dans d'autres collèges et lycées. La demande dépasse désormais l'offre que nous sommes capables de proposer ! Le point négatif est que nous avons du refuser certaines propositions ... Notre principal problème viens de l'éloignement géographique de certains établissements, parfois plus de deux heures de routes.

Comme l'année passée, nous avons pu former deux groupes d'intervenants (en octobre et mars) soit une quinzaine d'intervenants. Néanmoins, nous nous sommes fréquemment retrouvés à court d'intervenants, car notre organisation laissait un peu à désirer. Nous avons amélioré ce système pour l'année scolaire suivante. Nous avons subit un turn-over important des membres actif-ve-s entre juin et septembre. Nombreux-ses d'entre nous sont des étudiant-e-s ce qui explique ce phénomène. Nous avons cependant réussi à retrouver un nombre de membres nous permettant de pouvoir tourner efficacement. Ainsi peu de demandes ont été refusées. Nous sommes actuellement 28 membres actif-ve-s, 10 filles et 19 garçons. 13 d'entre nous sont formé-e-s aux IMS.

Notre objectif de 2013 et de continuer sur cette lancée et de commencer à se former aux IFPA. Nous souhaitons également monter davantage de projets sur Lyon.

Midi – Pyrénées

1er décembre 2012 : Première participation et présentation de la délégation Midi-Pyrénées lors de la marche des fiertés.

A cette occasion, nous avons pu nous présenter à plusieurs associations réunies ce jour là : Arc en ciel (association fédératrice LGBTQI en terre Toulousaine) Act'up, AIDES... J'ai rencontré un premier membre de SOS homophobie Benjamin M..

16 décembre 2012

Manifestations à Toulouse avec l'ensemble des associations LGBTQI et les autres acteurs politiques, associatifs de lutte contre toutes discriminations...

Nous sommes intervenus sur la rédaction des appels à manifester - Le choix des tracts et rédaction - l'aide à la diffusion- Pendant les manifs aide sur l'organisation générale. le 19/12/2012 Première allocution de la délégation de SOS homophobie Midi-Pyrénées.

Nous sommes 7 personnes à la fin décembre 2012 pour cette délégation : Thierry J. - Benjamin M. - Sébastien D. - Samantha F. - Maxime K. - - Sarah D. - Cindy R. * (Ouverture d'une Antenne à Caussade possible en 2013...)

Nantes – Pays de la Loire

Au cours de l'année 2012 la Délégation Régionale Pays de la Loire a augmentée en nombre de membres actif-ve-s : Stacie et Soyane ont rejoint Emeric.

La délégation est de plus en plus visible, active, reconnue, sollicitée, elle a réalisé de nombreuses actions, en voici quelques unes :

- 8 Mars 2012 : invitée par le groupe d'Amnesty International de La Roche-sur-Yon pour un débat sur le thème : « Lesbophobie, une discrimination invisibilisée » à l'occasion de la journée internationale des droits des femmes, une vingtaine de personnes étaient présentes
- 10 Mars 2012 : organisation et participation au « Kiss-in contre les discriminations » en centre ville de Nantes avec la FAL 44, le CRASH et le Centre LGBT de Nantes à l'occasion des « semaines d'éducation contre le racisme et toutes les formes de discriminations », une cinquantaine de personnes participaient
- 19, 20, 22 et 23 Mars : Participation, avec le Centre LGBT de Nantes, à un gros projet contre l'homophobie au lycée Aristide Briand de Saint-Nazaire, IMS dans 12 classes, 8 intervenant-e-s mobilisé-e-s et plus de 350 élèves sensibilisé-e-s, les IMS sont basées sur un court métrage réalisé par des lycéen-ne-s
- 14 Mai 2012 : Conférence de presse pour la sortie du 16ème Rapporta Annuel, 4 radios présentes : SUN Radio, Euradionantes, France Bleu Loire Océan, Radio Fidélité
- 15 Mai 2012 : Tractage avec HomoSFèRe sur le Site de SFR à Saint-Herblain à Nantes, il y a un très bon accueil, quelques entretiens et plus de 300 tracts de distribués...
- 17 Mai 2012 : A l'occasion de la journée mondiale de lutte contre l'homophobie et la transphobie, un après midi en deux parties était prévu au Centre LGBT de Nantes : la 1^{ère} était la présentation du Rapport Annuel 2012 sur l'homophobie par la délégation et la 2^{ème}, avec un intervenant du Centre LGBT, était une projection-débat sur les IMS, avec comme support le court métrage réalisé par des élèves du lycée Aristide Briand de Saint-Nazaire, une bonne vingtaine de personnes étaient présentes.
- 2 Juin 2012 : Participation à la Marche des Fiertés de Nantes, nous étions 6 de SOS homophobie, nous avons récolté 100€ de vente et 27€ de dons, nous étions présent-e-s sur le Village associatif avec un stand et très visible sur la Marche avec 5 personnes dont 4 drapeaux
- 15 Août 2012 : la délégation est présente lors de l'action pacifiste organisée par le Collectif Diversgens devant la Cathédrale de Nantes suite à la consigne de prière de Mr André Vingt-Trois
- 24 Août 2012 : Co-animation, avec un membre du Bureau National du Mouvement des Jeunes Socialistes en charge des questions LGBT, d'un atelier sur la lutte contre l'homophobie en milieu scolaire, lors des Universités d'été du Parti Socialiste à La Rochelle
- Week-end du 22 et 23 Septembre 2012 : A l'occasion de la Journée Internationale de la Bisexualité, la délégation participe au lancement de la toute 1^{ère} enquête nationale sur la bisexualité sur Nantes avec l'aide du Collectif Diversgens et des militant-e-s indépendant-e-s sous forme de micro-trottoir, 12 personnes se mobilisent et 225 réponses sont récoltées !
- 17 Novembre et 15 Décembre 2012 : la délégation participe aux manifestations à Nantes pour soutenir la loi « Mariage pour tous » et pour défendre l'égalité des droits !

En plus SOS homophobie rentre au Conseil d'Administration du Centre LGBT de Nantes (16 Avril) et participe a 5 CA sur 8 de Avril à Décembre. La délégation a également organisées des réunions d'informations

PACA

Les membres

La délégation PACA compte aujourd'hui 154 adhérent-E-s (le 11/02) dont environ la moitié de membres actif-VE-s. Cela représente une augmentation de exactement +100% en un an (février 2012: 77 adhérent-E-s dont 33 membres actif-VE-s).

Les IMS en PACA, printemps 2012, automne 2013.

En 2010-2011, pour notre première année d'activité le bilan était: 6 établissements, 22 IMS, 419 élèves.

Printemps 2012 : 33 établissements, 144 IMS, 3000 élèves, soit des chiffres multipliés par 5 ou 6.

Rentrée 2013: de nouveaux établissements nous contactent, d'autres reprennent contact. La première IMS a lieu à Marseille le 15/10, suivie de 9 à Sisteron dans un établissement visité pour la première fois. Entre la rentrée scolaire 2012 et mi-février 2013, nous avons déjà sensibilisé plus de 1500 élèves. Nous dépasserons largement les chiffres de l'an dernier, les IMS programmées sur l'année scolaire 2012-2013 sont déjà au nombre de 158, et d'autres établissements sont en pourparlers.

Cet essor s'explique en partie par le succès de nos premières IMS et en partie par l'appui efficace du rectorat. Romain D. et Alain P. ont rencontré le 17 novembre 2011 M. Niederoest, proviseur vie scolaire, et Mme Durant, infirmière conseil qui, pour nous assurer de leur soutien, ont proposé de diffuser eux-mêmes auprès de tous les chefs d'établissements de l'académie d'Aix-Marseille notre plaquette de présentation des IMS, la motion contre l'homophobie adoptée par la Région PACA, le rapport contre l'homophobie 2011 et un courrier incitatif de leur cru. Cette distribution s'est faite en janvier 2012 et les demandes se sont multipliées à ce moment-là. Nous avions déjà pris des contacts directement avec des chefs d'établissements, des professeur-e-s, des infirmièr-e-s scolaires (en particulier lors d'une réunion au CODES Vaucluse) qui nous avaient déjà valu des engagements. SOSh a également distribué plaquettes et rapports aux établissements privés et agricoles, aux centres de formation des apprentis de l'académie, ce qui nous a permis de prendre un petit nombre de contacts supplémentaires.

Marseille sans l'OM ne serait pas Marseille, et grâce à Tous&Go nous avons également assuré la sensibilisation de l'ensemble des jeunes du centre de formation de l'OM (les adultes ayant été formés par l'Autre Cercle au même moment). L'action devrait être renouvellée en 2013. SOS homophobie était également invitée au match OM - Montpellier contre les discriminations, 100 € de dons remis à SOS à cette occasion par Tous&Go.

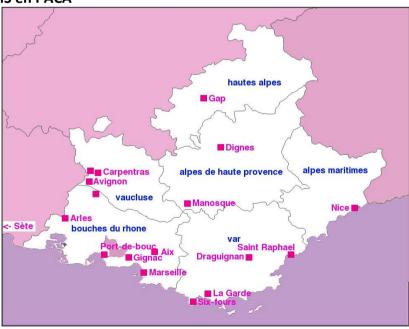
Nous avons également réalisé 5 interventions auprès des jeunes d'Uniscité (Service Civique à Marseille (2), Miramas, Avignon et Aix en Provence), et une intervention auprès de jeunes du Greta (Draguignan). Les responsables d'Uniscités Méditerranée ont fait une formation et ont commencé à intervenir elles-mêmes. Une dizaine d'IMS sont prévues pour l'année scolaire 2012-13 à Aix, Nice, Marseille, Miramas, Arles et Avignon pour un total de jeunes sensibilisés supérieur à 200.

Notre équipe est constituée d'une douzaine d'intervenantEs aguerriEs et d'une quinzaine en devenir. Notre priorité en PACA reste le recrutement de nouveaux/nouvelles intervenantEs. Une petite équipe voit le jour à Montpellier (5 contacts à ce jour). Nous avons déjà effectué 2 interventions dans l'académie de Nice (La Seyne & la Garde, près de Marseille) et de Montpellier (Sète). Les établissements sont demandeurs et il faudra rapidement constituer des équipes. L'équipe de Nice est en cours de formation (phase observation), et nous attendons qu'elle soit autonome avant de lancer une campagne auprès du rectorat de Nice.

Il semblerait que notre ancrage dans l'académie d'Aix-Marseille se confirme nettement, notre problème l'an prochain, quand nous aurons récupéré l'agrément, sera peut-être de satisfaire la demande.

La perte de l'agrément national complique le démarrage de l'activité à Nice et nous a valu la défection de 2 collèges et 2 lycées programmés (un total de 18 classes, soit sans doute 300 élèves au bas mot), d'autres établissements nous ont confirmé leur confiance, et certains nouveaux établissements n'ont pas hésité à faire appel à nous, malgré la perte de l'agrément. Les raisons invoquées pour reporter les IMS sont la sensibilité du sujet dans des établissements où les parents d'élèves sont aux aguets. A noter que dans un lycée où nous sommes intervenus un parent d'élève, membre de la fédération qui nous a fait perdre l'agrément a tenté de faire revenir la proviseure sur sa décision, elle n'a pas tenu compte de cette demande. A noter aussi que le directeur du lycée St Joseph d'Avignon a maintenu nos interventions programmées avant la perte de l'agrément pour début 2013 malgré les pressions de parents d'élèves et du diocèse. Il nous a demandé d'aménager nos IMS et de les réduire à 1h par groupe au lieu de 2h en classe entière, ce qui lui a permis de programmer aussi d'autres interventions dans le cadre de "la lutte contre l'exclusion". De façon générale, nous évitons dans tous les établissements d'aborder les "questions d'actualité", sans les esquiver complètement quand des élèves les soulèvent, mais en disant que oui, nous sommes pour l'égalité des droits dans une république laïque, mais non, nous ne souhaitons pas débattre d'un sujet trop polémique en ce moment.

La carte des IMS en PACA



Les activités hors IMS en 2012

http://www.facebook.com/SOSHPACA/events?key=past http://www.facebook.com/pages/SOS-homophobie-délégation-Nice-Côte-dAzur/205113249535308?ref=hl&sk=events&key=past et

Janvier 2012 :

- Formation IMS à Marseille (15 participantEs),
- Réunion mensuelle membres actifs au bar le WAAW, Marseille; présentation de l'objectif recrutement,

Février

• 23/02, présentation publique de l'association et rencontre avec les nouveaux, Marseille (Débouché)

Mars

- 1er/03, participation à la 3ème Soirée des femmes en Marche organisée par la Coordination de la Marche Mondiale des Femmes 13 PACA et le CEL sur le thème "lesbophobie... du sexisme ordinaire?", Marseille.
- 20/03, présentation publique de l'asso et rencontre avec les nouveaux et nouvelles, Aix (2G)
- Lancement de notre campagne de recrutement http://www.lgbt-paca.org/actualites/interventionsscolairessoshomophobierecherchedesbenevoles
- Réunion "homosexualité et Islam", avec les IMSienNEs et un chercheur de l'Université de Provence. Nous avons retranscrit cet échange sous la forme d'une "interview" qu'on peut lire ici: http://goo.gl/n9EiE
- Récolte d'environ 270 signatures de la pétition sur le don du sang dans les rues de Marseille.

Avril

- 03/04 Participation au débat avec les candidats aux législatives du Vaucluse, Avignon.
- 10/04, présentation publique et rencontre avec les nouveaux, Marseille (3G)
- 24/04, réunion de remise à jour sur la transidentité, pour les IMSienNEs PACA, au 3G, avec des chercheuses de l'Université de Provence et des militantes. La retranscription des discussions est en cours.

Mai

- 10/05 ciné-débat "Weekend", au sein du Pôle LGBT Vaucluse, Cinéma Utopia, Avignon
- 11/05 ciné-débat "We were here", en partenariat avec AIDeS BdR et la cité des métiers. Marseille
- 12/05, quatre tables rondes sur le thème IDAHO "Homophobie, transphobie, SIDA" en partenariat avec AIDeS BdR et la cité des métiers, Marseille
- 12/05 "Roulons contre l'homophobie" à vélo dans Avignon avec les Soeurs de la Perpétuelle Indulgence et le Pôle LGBT Vaucluse + Kiss In devant la mairie, place de l'horloge.
- 15/05, conférence de presse à l'occasion de la sortie du Rapport Annuel, Marseille.
- 15/05, concert au profit de l'association AIDeS, organisé par SOSh et le Paradox, Marseille.
- 15/05, participation au débat "carton rouge à l'homophobie", Avignon.
- 17/05, participation aux stands inter-associatifs IDAHO, à Marseille.

 17/05, tournoi de foot à 7 "carton rouge à l'homophobie" au stade Bagatelle, Avignon, avec Pascal Brethes du Paris Foot Gay et l'équipe B Yourself de Bollène + 6 autres équipes.

Juin

- 04/06, co-organisation avec l'association "Mémoire des sexualités" d'un débat sur les questions LGBT avec les candidats aux législatives, Marseille.
- 05/05, pique-nique, présentation publique de l'asso, et rencontre avec les nouveaux, plage du prophète, Marseille.

Juillet

7/7 participation à la Marche pour l'égalité

Aout

• 4/8 Prise de parole pendant le pique nique contre l'homophobie varois

Septembre

 9/9 Assemblée régionale, compte rendu détaillé ici http://goo.gl/0llLW Résumé: Les activités sont dorénavant organisées par groupes (IMS, évènements, réflexion, pilotage) et chaque militant-e (membre "actif") est invité à rejoindre l'un de ces groupes, par affinité, pour participer aux décisions générales par thèmes. Des mailing lists sont créées pour faciliter les échanges. L'objectif général : mieux répartir les tâches et les responsabilités, impliquer davantage l'ensemble des membres, sur les sujets qui les intéressent le plus. A terme, nous pouvons imaginer que chaque groupe pourra s'organiser pour en désigner les responsables. Responsables élu-e-s en assemblée régionale : responsable groupe évènementiel : Delphine G. (Co depuis février 2013 : Nicolas L.), responsable groupe IMS : Alain P (Co: Nathalie S.), responsable groupe réflexion: (par interim) Julien D., délégué Régional et ville de Marseille: Christophe L., délégué-e-s pour la ville d'Aix-en-Provence : Christiane J. et Rémy G., déléguée pour la ville d'Avignon : Myriam F., délégué pour la ville de Nice: Félix P. (désigné par les militants locaux avant cette assemblée), remplacé depuis par Thomas C. (élu en novembre), secrétaire : assuré par interim par l'équipe de pilotage, porte parole et chargé de communication : Romain D., Par ailleurs, Benoit G. (pour

• 22/9 Formation IMS à Marseille (18 participantEs)

formations et les validations d'intervenant-e-s en IMS.

• 22/09 Journée bisexualité, environ 170 questionnaires remplis dans les rues de Marseille et Avignon, 60 à Nice.

Marseille) et Thomas C. (pour Nice) sont partants pour prendre en charge localement les

• 22/09 Soirée débat "lutter contre la biphobie" au bar "le Waaw" à Marseille.

Octobre

- 12/10 Réunion IMSienNEs avec 6T-Théâtre, sur le thème "L'utilisation du théâtre forum pour évoquer l'homophobie et le sexisme"
- Participation séminaire IMS lyon (6 personnes de la délégation PACA, Rémy, Julien, un autre Julien, Thomas, Félix, Christophe)
- 27/10 Action dans les rues de Marseille, pour prendre des photos de soutien au mariage pour touTEs. Les photos de l'équipe <u>ici</u> et celle des passants sur le site http://www.facebook.com/OuiAuMariagePourTous
- Réunion publique mensuelle de présentation de l'asso à Avignon (chaque 3ème jeudi du mois)

Novembre

- 03/11, réunion de la délégation niçoise: Thomas C. est élu délégué pour la ville de Nice. Compte rendu détaillé disponible sur l'extranet.
- 15/11, réunion publique mensuelle de présentation de l'asso à Avignon

- 17/11 participations au kiss in interassociatifs marseillais et niçois
- 20/11 à Marseille et Nice, SOS homophobie, 4 autres associations et deux cinémas s'associent pour proposer des soirées ciné/débat à l'occasion du **TDOR**, journée internationale en souvenir des victimes de la transphobie. Le programme détaillé sur: www.sos-homophobie.org/agenda/tdor-marseille-nice
 - L'évènement a rapporté environ 100 € de dons
- Stands de présentation de l'asso et prises de parole à l'occasion des premières et avant premières du film LES INVISIBLES à Avignon.

Décembre

- 12/12, réunion publique de présentation de l'asso à Avignon
- 05/12 Réunion publique à Marseille
- 10/12 réunion publique à Nice
- 13/12 Réunion publique à Avignon et Manifestaion le 16/12 place de l'horloge "Mêmes droits..."
- 16/12 Manifestation unitaire à Marseille "Mêmes devoirs mêmes droits pour toutes et tous", photos sur FB, Reportage publié sur YouTube.

Janvier 2013

- 12/01/13 et 13/01 Formation IFPA à Marseille
- 05/01 Formation IMS à Avignon
- 13/01 Formation IMS à Marseille
- 17/01 projection à Nice de La Parade de <u>Srdjan Dragojevic</u> et débat en collaboration avec Amnesty et Polychromes
- 22/01, participation au débat sur le mariage organisé par LE REPAIRE à Aix en provence.
- 16/01 Réunion publique à Marseille à Marseille
- 26/01 Alain Pécoult personne ressource aux côtés de Véronique Poutrain, sociologue, et Denis Chevallier, commissaire général de l'exposition "au bazar du genre" du Mucem, pour l'atelier "les questions de genre" du colloque national 2013 "Culture(s) à l'école: un enjeu pour l'égalité" de E&D (Education & Devenir) ("think tank" de chefs d'établissements et autres pédagogues).

Février

- 04/02 réunion publique à Nice
- 21/02 réunion publique à Avignon
- 26/02 réunion publique à Marseille
- 21/02 Partenariat avec la **Cité des Métiers** de Marseille pour la mise en place d'ateliers bimensuels à destination des publics en recherche d'emploi et des recruteurs pour les aider à mieux connaître la loi, les outils, les conséquences des discriminations. C'est une volonté de la Cité des Métiers d'apporter à ses visiteurs une information claire sur ces questions. Pour nous c'est une occasion de rencontrer de nouvelles personnes qui pourraient être intéressées pour rejoindre nos rangs. Les interventions commencent le 21/02/13.

Thomas C est en lien avec le MUCEM (musée des civilisations de l'europe et de la méditerranée), qui ouvrira à Marseille en mai 2013, pour une collaboration à l'occasion de l'exposition "bazard du genre" http://www.mucem.org/fr/exposition-au-bazar-du-genre-femininmasculin Il s'agira peut être d'animer des IMS sur place en utilisant les oeuvres comme des outils de médiation. Voir l'expo pendant l'été et proposer à 5 ou 6 classes ce parcours à la rentrée 2013.

La délégation PACA a également participé à un grand nombre de réunions: CESC de collèges, organisation GayPride, Europride, Marche pour l'égalité, coordination LGBT PACA, Planning Familial 13, Osez le féminisme 13, un conseiller du président de Région, etc. Nous avons conclu un partenariat avec Artup 13 pour les former dans le cadre de leurs ateliers vidéo contre les discriminations en échange de leur aide (notamment participation active dans nos IMS).

Coordination régionale :

Cette coordination, initiée par Christian De Leusse (Mémoire des Sexualités, également adhérent SOS homophobie) avait pour objectif initial de réunir toutes les associations pour des actions communes. Aujourd'hui, c'est un vrai "think tank" régional qui permet non seulement de partager des idées, mais surtout de trouver des solutions concrètes pour aider les associations dans leurs actions de terrain. SOS homophobie a rapidement eu une implication forte dans cette coordination (en aidant à sa construction notamment) et apporte une dynamique reconnue par les associations locales, qui jouent parfaitement le jeu en venant à toutes nos invitations.

Ce contexte nous permet d'accélérer les rencontres, et d'établir des relations interassociatives saines et productives. Certains membres d'associations ont décidé de rejoindre SOS homophobie, pour les IMS notamment. Nous avons, par exemple, fait notre dernière formation au local d'AIDES, qui nous a présenté à cette occasion les dernières techniques de dépistage rapide. Nous envisageons à l'avenir d'autres actions communes avec AIDES notamment (conférences, concerts), notamment pour les journées IDAHO 2012 (dont la thématique sera SIDA/Homophobie/Transphobie). Cette relation permet d'enrichir nos connaissances communes et d'améliorer la performance de notre discours.

IDEM et Europride 2013

Un groupe est en train de se constituer pour faire des propositons (Ronan, Sylvie, Romain, objectif: proposer à l'ensemble des membres de l'association de proposer des idées). Léa L (Paris), Karine E (Marseille) et Alain M (Strasbourg) sont impliqués dans la partie "trans" de l'Europride

IDEM est un collectif marseillais constitué par les associations pour sortir des guerres locales, travailler ensemble, construire un programme associatif complémentaire pour l'Europride. Les relations sont enfin pacifiées, notamment entre le collectif et la LGP qui travaillent désormais ensemble pour l'Europride. Le collectif élabore un programme auquel SOS homophobie prendra part : conférences, expos (en cours d'élaboration avant proposition au bureau).

Le visuel campagne de recrutement.

En concertation avec la com com et les militantEs en PACA, nous avons fait réaliser un visuel (http://goo.gl/Xb1Ef) qui appuie notre campagne locale de recrutement mais peut être utilisé nationalement. L'utilisation sous forme de cartes postales a finalement été retenue.

Les retours dans les médias

- Février 2012, "Quelle est la visibilité de l'homophobie dans les médias locaux?", page
 7 de la newsletters de l'observatoire local des médias sur le thème de l'homophobie
- 30/03 Magma "SOS bénévoles pour lutter contre l'homophobie!"

- 18/04 Marsactu "Au lycée : "je suis homophobe et je veux comprendre pourquoi"
- 06/04 La provence "Au collège Clair Soleil de Marseille, SOS Homophobie remet les pendules à l'heure"
- 16/05 La Marseillaise, "Le nombre de victimes en augmentation"
- 16/05 Métro "SOS homophobie recherche des intervenantEs"
- 16/05 La Provence "Des chiffres qui ne diminuent pas"
- 15/05 journal de 12h30, **LCM** http://lcm.fr/fr/videos/id-253268-le-journal-de-12h30
- 16/05 **MLactu** "En PACA comme en France, les actes homophobes sont en augmentation"
- 31/05 France 3 Marseille
- 23/05 **20Minutes** "Agir le plus tot possible"
- 08/06 **News of Marseille**, le "savon du jour: homophobie, stop!", par E. Ronzier.
- 11/06, Marsactu, "on est pas communautariste," interview vidéo
- 15/08, Reportage France 3 sur les réactions à *la* prière lue à l'Eglise de Notre Dame de la Garde. "Les enfants sont déja dans les familles homoparentales"
- 19/09, interview dans le journal de 12h30 de **LCM** "Rien n'empêchera ce projet d'aboutir" http://lcm.fr/fr/videos/id-259123-le-journal-de-12h30
- 23/10, journal de 19h30 de **LCM** http://www.youtube.com/watch?v=uVTZ4bNeZ6w
- Article dans 20minutes, suite à manif Alliance Vita à Marseille http://goo.gl/lwFnL
- 20/10 Article dans La Provence, suite aux prises de photos dans les rues de Marseille http://goo.gl/chyLZ
- 06/11 interview pour **Vaucluse** matin http://www.ledauphine.com/vaucluse/2012/11/05/mariage-pour-tous-chacun-cherche-son-camp
- 06/11 interview de SOSh pour **Sud Radio** http://www.sos-homophobie.org/revue-de-presse/reportage-sud-radio
- 08/11 participation à un débat sur le mariage sur LCM (Menucci, Tian, Alliance Vita, SOSh) "Vous n'avez pas compris ce qu'était la parité" http://www.lcm.fr/fr/videos/id-262440-le-forum
- 13/11, 20h30-22h, participation au débat sur le mariage sur **Radio Galère** (SOSh et le CEL).
- 22/11, interview sur radio **Nostalgie**, réaction à la proposition de Hollande sur la liberté de conscience des Maires.
- 22/11, interview **LCM**, réaction à la proposition de Hollande. "François Hollande jette un froid" http://www.youtube.com/watch?v=nhs-iu6Rq2g
- 23/11, interview MarsActu: "Les élus ne sont pas en phase avec la réalité" http://www.marsactu.fr/societe/mariage-gay-les-elus-ne-sont-pas-en-phase-avec-la-realite-29496.html
- 07/12/12: **Med'in Marseille** "SOS homophobie perd son agrément national mais compte rebondir" http://www.med-in-marseille.info/spip.php?article2023
- 12/12/12: Emission d'Amnesty International sur **Radio Galère** "les jeunes gens qu'on voit dans les classes savent bien que ce n'est pas le mariage qui tient la société" http://www.radiogalere.org/?q=audio/by/title/emission-amnesty du 12 12 12
- 17/12/12: Interview France Bleue
- 08/01/13. **La Marseillaise**. http://www.lamarseillaise.fr/societe-quartiers/divorce-public-prive-sur-fond-de-mariage-pour-tous-28998.html

- 19/01/13 reportage sur la mobilisation pro-mariage à Avignon. http://www.citylocalnews.com/avignon/2013/01/19/avignon-300-personnes-pour-le-mariage-pour-tous
- 22/01/13 Débat sur le mariage sur le plateau de la LCM. "Ce que nous voulons c'est l'égalité et nous la voulons maintenant! (...) ça vous fait mal mais c'est comme ça!" http://www.lcm.fr/fr/videos/id-266082-le-forum
- Communiqué de presse interassociatif "Les associations de la Coordination régionale LGBT PACA mobilisées en faveur de l'Egalité! Le droit de se marier et de fonder une famille doit être accessible à toutes et à tous."
- 12/02/13 Interview au journal de 13h de la LCM, réaction au vote de la loi au parlement. SOS homophobie demande à Jean Claude Gaudin, maire de Marseille et président du groupe UMP au Sénat, d'empêcher les dérapages homophobes au moment de la discussion du texte. http://www.lcm.fr/fr/videos/id-266371-le-journal-de-12h30

Picardie

En 2012, la délégation Picarde a continué ses actions de sensibilisation dans les établissements scolaire en sensibilisant 125 élèves de terminales au lycée Delambre à Amiens et 120 élèves de 4ème du Collège Edouard Lucas à Amiens.

La délégation a également participé à la signature de la pétition sur le Don du sang lancé dans le cadre de l'action présidentielle de l'association.

Dans le cadre de la semaine de lutte contre l'homophobie organisé tous les ans à Amiens, nous avons également été présent à un débat sur le thème de comment parler d'homosexualité aux jeunes. Nous avons également tenu deux journées de stand en centre-ville afin de sensibiliser le public à la lutte contre l'homophobie, la biphobie et la transphobie.

La délégation était également présente « l'AGORA », la journée salon des associations d'Amiens Métropole.

Enfin, nous avons terminé l'année en participant à un débat mis en place par une association locale sur l'ouverture du mariage et de l'adoption aux couples de même sexe mi-décembre.